

**PUBLICATIONS DE L'INSTITUT NATIONAL
POUR L'ÉTUDE AGRONOMIQUE DU CONGO BELGE
(I. N. É. A. C.)**

**GÉOGRAPHIE HUMAINE
DE LA RÉGION
DE BENGAMISA**

PAR

H. BEGUIN

Licencié en Sciences géographiques Lg.
Assistant à la Division d'Agrologie de l'I. N. É. A. C.

**SÉRIE SCIENTIFIQUE N° 74
1958**

PRIX : 60 F

Institut National pour l'Étude Agronomique du Congo Belge
I. N. É. A. C.

(A. R. du 22-12-33 et du 21-12-39).

L'INÉAC, créé pour promouvoir le développement scientifique de l'agriculture au Congo belge, exerce les attributions suivantes :

1. Administration de Stations de recherches dont la gestion lui est confiée par le Ministère des Colonies.
2. Organisation de missions d'études agronomiques et formation d'experts et de spécialistes.
3. Études, recherches, expérimentation et, en général, tous travaux quelconques se rapportant à son objet.

Administration :

A. COMMISSION

Président :

S.A.R. le Prince ALBERT de Belgique.

Vice-Président :

M. JURION, F., Directeur général de l'I.N.É.A.C.

Secrétaire :

M. LEBRUN, J., Secrétaire général de l'I.N.É.A.C.

Membres :

- MM. BOUILLENNE, R.,** Membre de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique;
- BRIEN, P.,** Membre de l'Académie royale des Sciences coloniales;
- DEBAUCHE, H.,** Professeur à l'Université Catholique de Louvain;
- DE BRUYNE, E.,** Président du Conseil académique de l'Institut Universitaire des Territoires d'Outre-Mer;
- DE WILDE, L.,** Professeur à l'Institut Agronomique de l'État, à Gand;
- DONIS, C.,** Professeur à l'Institut Agronomique de Gembloux;
- GEURDEN, L.,** Professeur à l'École de Médecine Vétérinaire de l'État, à Gand;
- GILLIEAUX, P.,** Membre du Comité Cotonnier Congolais;
- GUILLAUME, A.,** Président du Comité Spécial du Katanga;
- HELBIG DE BALZAC, L.,** Président du Comité National du Kivu;
- HENRARD, J.,** Directeur de l'Agriculture, Forêts, Élevage et Colonisation, au Ministère des Colonies;
- HOMÈS, M.,** Professeur à l'Université Libre de Bruxelles;
- JANSSENS, P.,** Professeur à l'Institut de Médecine tropicale « Prince Léopold »;
- MAQUET, M.,** Membre de la Commission de l'Institut des Parcs Nationaux du Congo belge;
- OPSOMER, J.,** Professeur à l'Institut Agronomique de Louvain;
- PEETERS, G.,** Professeur à l'Université de Gand;
- PONCELET, L.,** Météorologiste à l'Institut Royal Météorologique, à Uccle;
- ROBYNS, W.,** Membre de l'Académie Royale Flamande des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique;
- SCHOENAERS, F.,** Professeur à l'École de Médecine Vétérinaire de l'État, à Cureghem;

**GÉOGRAPHIE HUMAINE
DE LA RÉGION
DE BENGAMISA**

**PUBLICATIONS DE L'INSTITUT NATIONAL
POUR L'ÉTUDE AGRONOMIQUE DU CONGO BELGE
(I. N. É. A. C.)**

**GÉOGRAPHIE HUMAINE
DE LA RÉGION
DE BENGAMISA**

PAR

H. BEGUIN

Licencié en Sciences Géographiques Lg. Assistant
à la Division d'Agrologie de l'I. N. É. A. C.

**SÉRIE SCIENTIFIQUE N° 74
1958**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9
I. LE MILIEU PHYSIQUE	11
II. GÉOGRAPHIE HUMAINE	14
A. <i>Le groupe ethnique Bamanga</i>	14
1. Peuplement et mise en place	14
2. Organisation sociale	17
B. <i>Utilisation du terroir</i>	18
1. Cueillette - Chasse - Pêche	18
2. Agriculture	21
3. Structure agraire	27
4. Élevage	31
5. Activités complémentaires	31
C. <i>Population</i>	32
1. Démographie	32
2. Émigration	36
3. Structure sociale	36
4. Alimentation - Santé.	37
5. Répartition	40
D. <i>Habitat</i>	42
1. Type	42
2. Site	44
3. La maison	45
E. <i>Économie</i>	46
1. Les entreprises européennes	46
2. Les voies de communication	46
3. Les industries	47
4. Le commerce	48
5. Les revenus	52
III. CONCLUSIONS	53
BIBLIOGRAPHIE.	61
ANNEXES	63

INTRODUCTION

La région de Bengamisa borde la Cuvette centrale congolaise à une cinquantaine de kilomètres au Nord de Stanleyville. Des relevés botaniques, pédologiques et géomorphologiques y ont été effectués ¹.

Le secteur de Bengamisa, en territoire de Banalia, est occupé par un seul groupe ethnique, les Bamanga ². L'aire couverte par la carte des sols (environ 95.000 ha) ¹ est peuplée par plus de 90 % des Bamanga. Bien que les enquêtes de géographie humaine aient été limitées à cette dition, certaines données ont pu être étendues à toute la circonscription.

1. Carte des sols et de la végétation du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Livraison 12 : Bengamisa (en préparation). Publ. I.N.É.A.C.

2. G. VAN BULCK [1954] propose l'orthographe « Mba ». Le terme « Bamanga », consacré par l'usage, sera toutefois maintenu ici.

I. Le milieu physique.

La notice explicative de la carte des sols de Bengamisa [VAN WAMBEKE, 1957] fournit un aperçu de la géologie, de la géomorphologie, du climat et de la végétation de la région. Certains points en seront repris sous l'angle de la géographie humaine.

Les roches du groupe de la Lindi, d'âge précambrien et celles de la série du Lualaba, d'âge jurassique supérieur, forment le soubassement de la région. Les premières, principalement gréseuses, psammitiques, très dures et localement un peu calcareuses, affleurent aux environs et au Nord de Bengamisa; les secondes, principalement des argilites de l'étage de Stanleyville, au Sud de Bengamisa. Des sables d'origine alluvionnaire [BERCE, 1957] recouvrent les terrasses de la Lindi (de 40 à 50 m au-dessus du fleuve Congo) et certains replats de 15-20 m sur Lindi. Colluvions et alluvions récentes apparaissent sur d'autres replats riverains.

Une surface pénéplanée, datant vraisemblablement de la fin du Tertiaire, s'est développée principalement sur les roches du groupe de la Lindi, soit sur près de la moitié de l'aire cartographiée. Une carapace latéritique la recouvre. Le relief n'y est pas accentué : surface mollement ondulée, vallées alluviales larges et peu marquées. Le réseau hydrographique est très dense. Les sols, latosols en relation avec la composition de la roche sous-jacente, sont finement sableux à sablo-argileux.

Les terrasses de la Lindi, datant du Pléistocène moyen, et certains replats sur Lindi recouverts de sables revêtent un quart de l'aire cartographiée et entament quelque peu la pénéplaine le long de la Lindi. Cette surface est surtout bien développée au Sud-Est de la région, où elle est caractérisée par d'immenses marais.

Le relief est peu accusé et un réseau hydrographique moins dense y développe des vallées peu encaissées, à fond marécageux. Les sols, sableux et bien fournis en éléments grossiers, sont hydromorphes pour la plupart.

Entre cette zone et la pénéplaine, les terrasses, hormis quelques lambeaux, ont été fortement érodées par le réseau hydrographique dense. C'est dans cette partie que se sont formés les meilleurs sols.

GÉOGRAPHIE HUMAINE DE LA RÉGION DE BENGAMISA

La Lindi traverse la région du Nord-Est au Sud-Ouest et recoupe les trois unités géomorphologiques.

Le climat de Bengamisa est très voisin de celui de Yangambi (type Af de KÖPPEN [BULTOT, 1954] ou classe B de THORNTHWAITTE). La lame d'eau annuelle est de l'ordre de 1.600 à 1.700 mm. Le régime pluviométrique annuel accuse une double périodicité; les maxima principal et secondaire se situent respectivement en octobre (193 mm)¹ et en mai (163 mm); les minima, en janvier (52 mm) et en juillet (120 mm).

Les moyennes thermiques varient peu au cours de l'année (24-25,5 °C).

Cette région se caractérise par une forte humidité de l'air pendant toute l'année.

Les moyennes mensuelles de l'insolation relative sont généralement comprises entre 30 et 55 %.

Touchant la végétation, on distingue les unités suivantes : forêt à *Gilbertiodendron dewevrei*, forêts semi-caducifoliée et remaniée, recrus forestiers et parasoleraies et forêts liées aux sols hydromorphes. Ces unités sont en étroite relation avec l'ancienneté de l'occupation humaine. La forêt à *Gilbertiodendron dewevrei* est représentée principalement par deux blocs situés au Nord-Est et au Sud-Est de la région. Les différents stades de la recolonisation forestière s'étendent en une bande large de 5 à 10 km, réduite parfois à moins de 1 km au Nord. Cette bande, principalement cantonnée sur la rive droite de la Lindi, traverse la région du Nord au Sud. Les forêts semi-caducifoliée et remaniée occupent le Nord-Ouest de la région et le centre, de part et d'autre de la bande des recrus forestiers.

Les douze classes d'utilisation des sols distinguées sur la carte [VAN WAMBEKE, 1958] ont été groupées en trois catégories (fig. 1) :

A : Marais et sols épuisés (classes O et F);

B : Valeur agricole moyenne (classes CE, CE et CEP);

C : Valeur agricole bonne (classes CEP, SB, PC, BC, FA, CI et P).

Il a paru intéressant de calculer la proportion des terres des classes A, B et C par rapport à la superficie totale de chacune des trois grandes unités géomorphologiques distinguées :

	A	B	C
Pénéplaine	28 %	71 %	1 %
Terrasses de la Lindi . . .	40 %	33 %	27 %
Zone rajeunie	13 %	32 %	55 %
Superficie totale de la carte	26 %	50 %	24 %

1. Moyenne de la période 1940-1954.

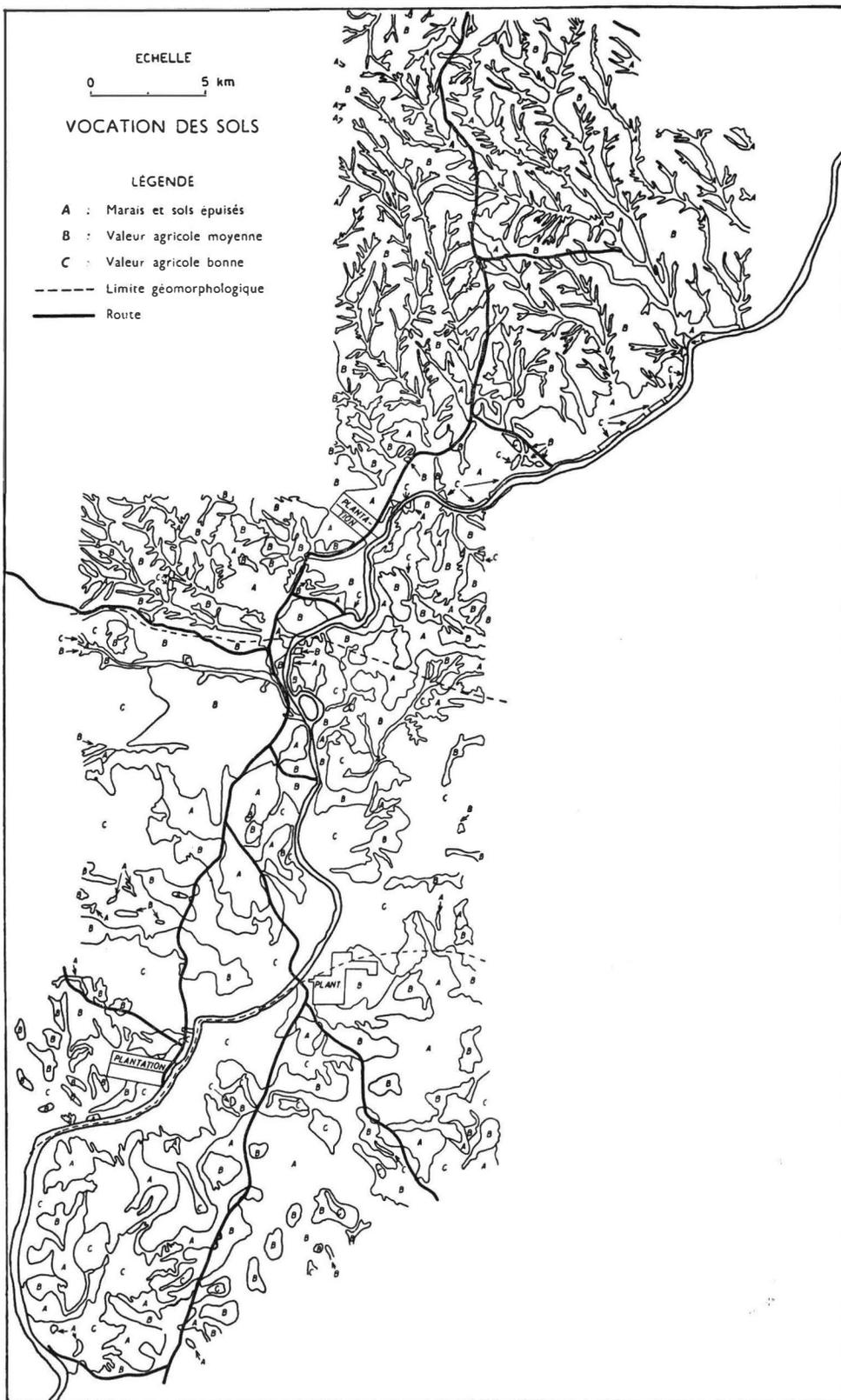


Fig. 1. — Vocation des sols.

Chaque unité géomorphologique est donc caractérisée par une proportion particulière des catégories de sols. De plus, la moyenne générale ne correspond à aucune réalité à l'échelle régionale.

Les principaux termes qui caractérisent le milieu physique sont : la diversité des sols, le relief peu accentué, la présence de la Lindi et la densité élevée du réseau hydrographique, la saison sèche courte mais sensible, les différences régionales dans la végétation.

II. Géographie humaine.

A. *Le groupe ethnique Bamanga.*

1. Peuplement et mise en place.

Suivant MOELLER [1936], les actuels Bamanga ne sont pas issus d'un ancêtre commun mais du regroupement de clans qui ont migré vers une même région. Ces clans, d'origines Bangelima, Turumbu, Popoi et autres, auraient été absorbés par les premiers occupants de la région, les Bamanga. Actuellement, tous parlent le « Kimanga », langue non bantoue [VAN DER KERKEN, 1944].

Dans le cadre des grandes migrations des peuples d'Afrique centrale, le grand groupe Mongo a progressé du Nord vers le Sud sous la pression des grands groupes Ngombe, Babua et Topoke - Lokele - Turumbu - Basoo, eux-mêmes, dont le grand groupe Mangbetu, refoulés par les Soudanais [VAN DER KERKEN, *op. cit.*]. Le groupe ethnique Bamanga constituerait l'avant-garde de ce dernier.

Une carte à petite échelle (fig. 2) indique les migrations des actuels clans Bamanga. Les Bamanga viennent de la Haute-Lindi, par Kondolole, s'attardent sur la Lulu, affluent gauche de la Lindi, puis s'installent le long de la Lindi à Bengamisa, toujours sur la rive gauche. L'ancêtre commun Momanga engendra Yuki, Ngese, Ngie, Kanza, Abalima et Belika qui devinrent ensuite des noms de clans. Ces clans paraissent avoir surtout occupé les bords de la Lindi au Nord de la région, bien que l'on retrouve Belika non loin de Kaparata. Premiers occupants, ces Bamanga semblent avoir joui d'une incontestable supériorité sur les clans qui les ont suivis. On en trouve des indices dans certains récits : les Bamanga donnent le feu, les rejets du bananier, les boutures de manioc à ceux qui arrivent après eux.

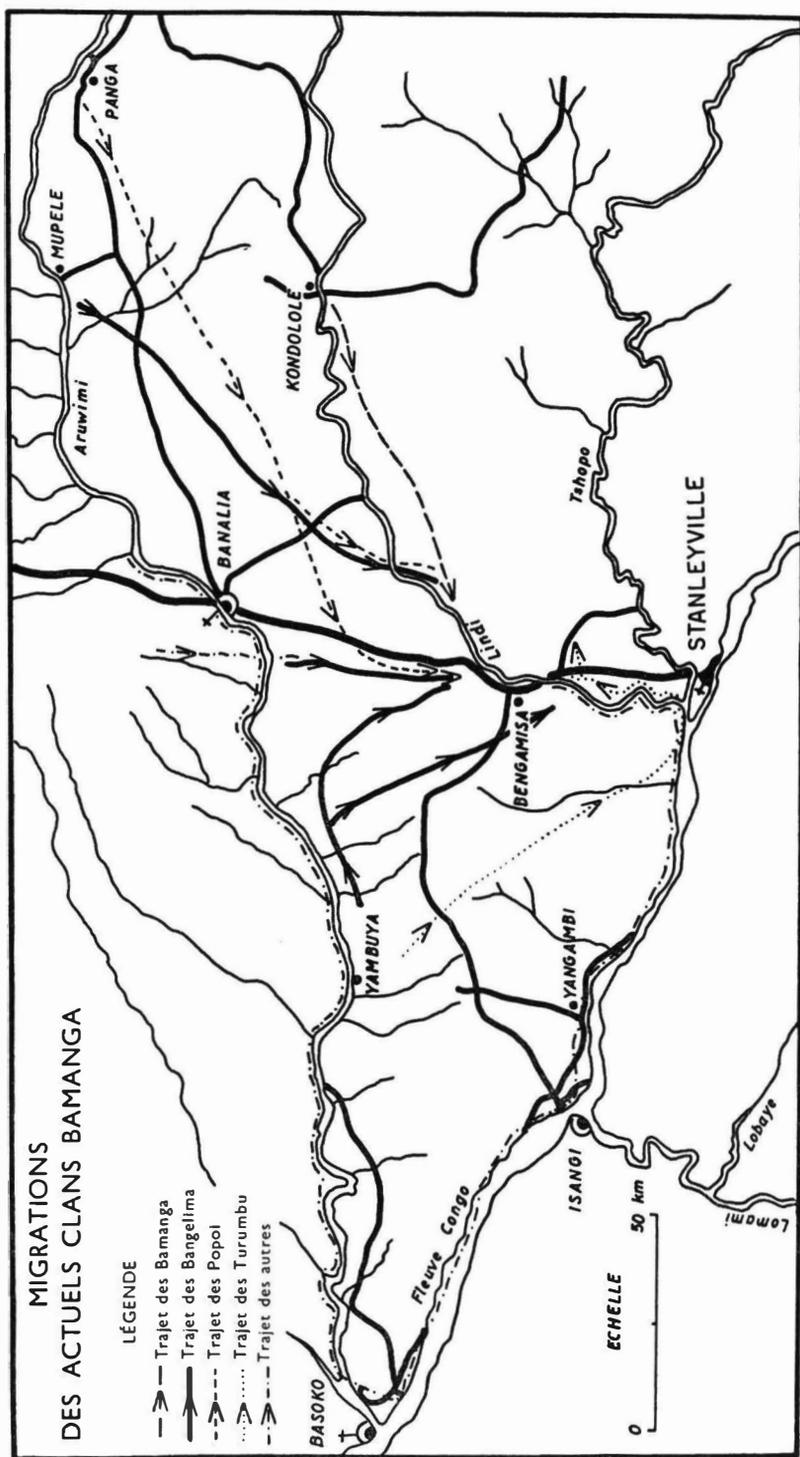


Fig. 2. — Migrations des actuels clans Bamanga.

Par après, des clans d'origines très variées s'installent dans la région. Ce sont des Popoi, Soudanais, également venus du Nord-Est pour occuper, en petit nombre, les deux rives de la Lindi. Ce sont surtout de nombreux clans Bangelima : les uns viennent du Nord-Est, de l'Aruwimi vers Mupele, et s'organisent sur la rive gauche de la Lindi; les autres, beaucoup plus nombreux, arrivent du Nord et du Nord-Ouest pour s'établir sur la rive droite de la Lindi; un clan Babua les aurait accompagnés. Enfin, venus du Nord-Ouest mais abordant la région par le Sud, des clans Turumbu se sont installés sur la rive gauche, dans le secteur méridional. Pour situer l'époque de ces migrations, on ne peut se baser que sur les listes généalogiques renseignées par les indigènes. En comptant 25 ans par génération, ces migrations auraient eu lieu, principalement, entre 1800 et 1860.

Les deux directions principales d'arrivées des actuels clans Bamanga sont donc le Nord-Ouest et le Nord-Est, avec la région de Bengamisa comme carrefour. Il n'est pas étonnant d'y rencontrer un mélange de clans d'origines soudanaise et bantoue. La culture des premiers occupants a prévalu et, actuellement, tous les clans forment un groupe ethnique homogène et distinct des collectivités voisines.

La mise en place de ces différents clans est schématisée sur une carte à plus grande échelle où figurent le trajet approximatif et son âge relatif (fig. 3). A l'intervention des Arabes et des Européens, les villages furent accotés à la piste de portage d'abord, à la route ensuite. Enfin, les incursions d'« hommes-léopards » venus des Babali ont fait fuir quelques villages.

On notera que les deux rives de la Lindi sont inégalement peuplées, la majorité des clans occupant la rive droite.

Aux Bamanga, ont succédé les clans de pêcheurs : Babioe, Bagbukome et Balila qui auraient remonté la Lindi, certains après avoir descendu l'Aruwimi et remonté le fleuve Congo.

Ensuite sont arrivés tous les autres clans, isolément ou par groupes de clans apparentés. La figure 3 indique, pour chacun d'eux, l'itinéraire et l'ordre d'arrivée.

Les clans Bamanga ont été mêlés aux envahisseurs; leurs descendants sont groupés en grandes familles ou isolés dans les villages des clans immigrés ultérieurement. Aucun village ne porte un nom originellement Bamanga.

La plupart des clans sont des « gens de la forêt ». Quelques-uns, fixés sur les rives de la Lindi, se dénomment « gens de l'eau »; ils s'adonnent à la pêche et ne quittent pas leur site. Tels sont, par exemple, les clans d'origine Turumbu, du Sud de la région, Bawombi, Yanguma, Bambae et Bayashwa.

Actuellement, il ne subsiste plus qu'un semi-nomadisme du village dans les limites de ses terres.

MISE EN PLACE DES ACTUELS CLANS BAMANGA

ECHELLE
0 5 km

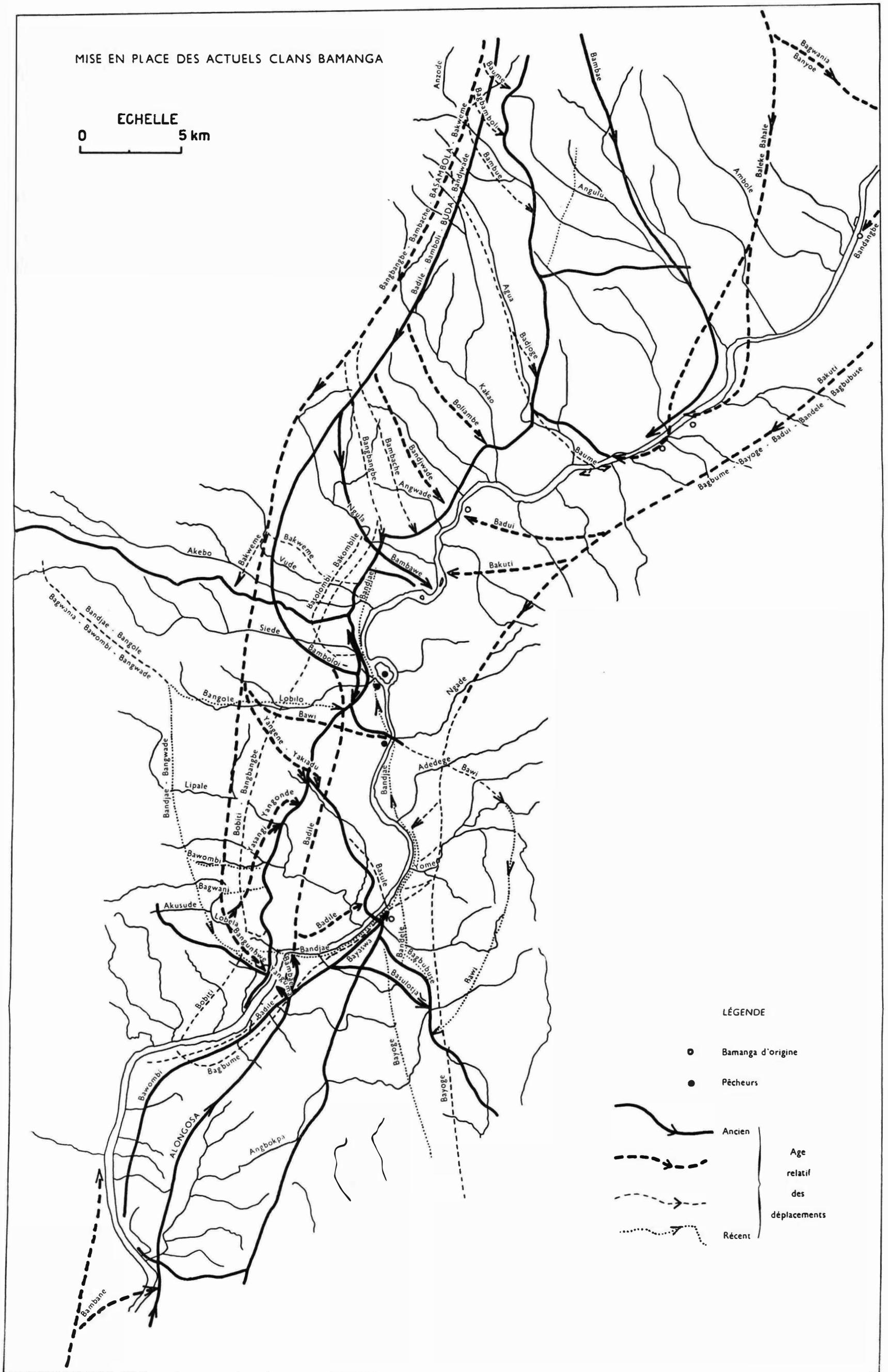


Fig. 3. — Mise en place des actuels clans Bamanga.

Notons également la concordance entre la carte de la végétation (fig. 4) et celle de la mise en place des clans (fig. 3). Les forêts semi-caducifoliée et remaniée dominent le long des grands axes de pénétration (Nord-Ouest et centre) et la forêt à *Gilbertiodendron dewevrei* ailleurs (Nord-Est et Sud-Est).

2. Organisation sociale.

Comme ailleurs, il semble que le clan soit une des bases de l'organisation sociale du groupe ethnique. Chez les Bamanga, le clan est le plus grand groupe d'individus issus d'un ancêtre commun par voie de descendance patrilinéale, au niveau duquel se pratique l'exogamie [DE CLEENE, 1956]. De nombreux clans, isolés, n'ont aucun lien de parenté connu avec d'autres. D'autres se rangent dans quelques grands groupes de clans (Annexe 1). Ces derniers, généralement unis lors des migrations, ne se sont scindés qu'au moment de la mise en place. C'est notamment le cas du groupe Basambola qui s'est dissocié en six clans : Bangbungbwe, Yakiadu, Yangene, Yasangi, Yangonde et Bawi. Aucun lien de parenté connu n'unit ces grands groupes.

Chaque clan est subdivisé en grandes familles (« fungu ») dont le nombre varie de deux à six ou même huit. Chaque « fungu » groupe les descendants d'un même ancêtre, souvent fils de l'ancêtre commun au clan et dont il porte le nom.

Comment ces unités sociales se répartissent-elles dans l'espace ?

Chaque village portant le nom d'un clan, il semble que le village était originellement l'habitat d'un clan. Actuellement, chez les Bamanga, un village groupe généralement presque tous les membres d'un clan et quelques rares étrangers, en un ou plusieurs lieux habités.

Toutefois, il y a de nombreuses exceptions à cette règle¹. Ainsi, certains clans se sont scindés en deux fractions qui ont formé chacune un village; les deux villages portent cependant le même nom, celui du clan. Parfois aussi, la composition clanique du village est hétérogène : un ou deux « fungu » quittent le clan pour se joindre à un autre; le village formé conserve le nom du clan fondateur. Enfin, c'est, souvent, sous la forme de « fungu » ou même de petits groupes familiaux, que se retrouvent les descendants des Bamanga originels, dans des villages portant les noms des clans envahisseurs; ils semblent avoir été absorbés par les émigrants toujours plus nombreux. Comme chaque « fungu » a son chef, chaque village a le sien, quelle que soit sa composition clanique : il est souvent le chef de clan.

1. Au cours de l'enquête préparatoire à l'installation du paysannat, l'Administration a reconstitué le ou les arbres généalogiques de chaque village.

Aux échelons supérieurs, il semble que les Bamanga n'avaient pas de chef jadis. Cette situation pourrait résulter, au moins partiellement, de l'absence d'origine commune. Actuellement, un chef de circonscription indigène est désigné par l'Administration. En général, l'autorité des chefs coutumiers n'est guère grande.

B. Utilisation du terroir.

1. Cueillette - Chasse - Pêche.

La cueillette.

Chez les peuples agriculteurs de la forêt, la cueillette qui servait jadis d'appoint alimentaire, n'est pratiquée que rarement en certaines saisons. Les feuilles de *Urera cameroonensis* WEDD. (Urticacée) sont régulièrement récoltées pour préparer une infusion. *Xanthosoma violaceum* SCHOTT (Aracée) est utilisé couramment comme légume ¹.

La chasse.

La chasse reste la principale source d'approvisionnement en viande; la vente en dehors de la région est minime.

On chasse surtout certaines espèces d'antilopes, principalement le « Mboloko » et, à un degré moindre, les singes, les porcs sauvages, les rats sauvages, les civettes, les pangolins, etc. Ce gibier abonde surtout dans les forêts les moins parcourues, c'est-à-dire au Nord, à l'Est et aussi quelque peu au Sud-Est de la région. La contrée la plus giboyeuse se situe en dehors de l'aire cartographiée, sur la route de Yangambi. Beaucoup de Bamanga sont donc assez éloignés des meilleures terres de chasse.

La principale technique utilisée est celle du piège. Le chasseur pose aux endroits qu'il juge propices une cinquantaine de pièges de fil de fer (nœuds coulants). Il les visite périodiquement et en pose de nouveaux. Cette technique, simple et rapide, n'est pas toujours très efficace; aussi les Bamanga organisent-ils des chasses au filet, fructueuses en zones giboyeuses. Une douzaine d'hommes accompagnés de chiens rabattent le gibier dans un cercle de filets. En deux jours, des chasseurs heureux peuvent capturer 5 à 10 « Mboloko ». Cette technique demande une préparation, une habileté et un temps plus grands. Elle est aussi plus onéreuse (20 m de filet coûtent 350 F alors qu'un piège de fil de fer revient à 1 F environ). Il arrive que les chasseurs demeurent en forêt durant un mois.

1. Déterminations de C. EVRARD, Assistant à la Division de Botanique de l'I.N.É.A.C.

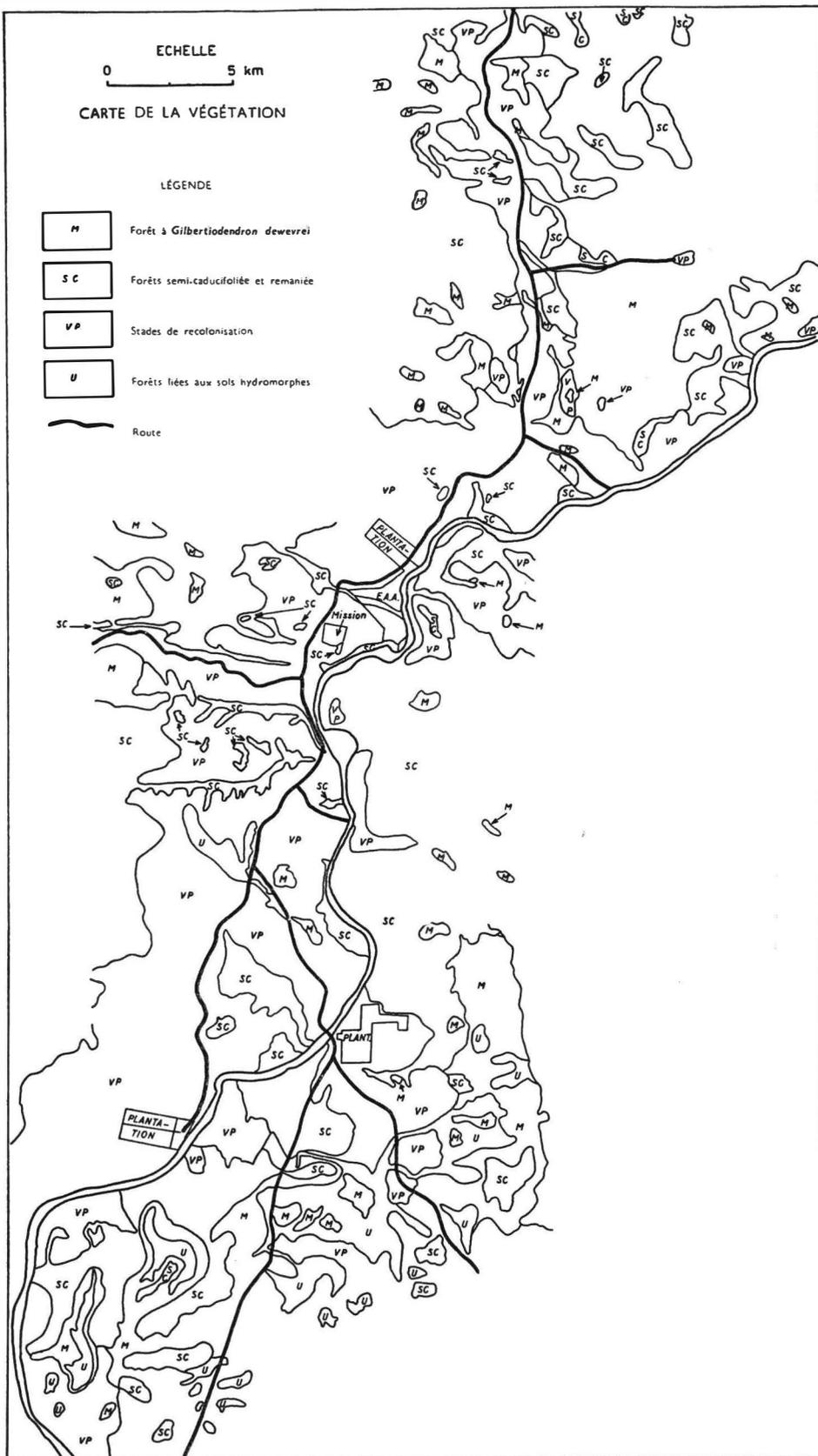


Fig. 4. — Carte de la végétation.

La chasse vise parfois à la protection des cultures.

Il semble que les habitants des zones giboyeuses disposent d'une quantité suffisante de viande de chasse et en vendent parfois. Il n'en va pas de même dans les secteurs moins favorisés. Ainsi, à Bengamisa, la viande se vend à des prix analogues à ceux pratiqués sur le marché indigène de Stanleyville. On note, dans cette même région, le succès rencontré par la vente de poisson et de viande de boucherie (celle-ci encore insuffisante) importés de Stanleyville.

La pêche.

Une autre source de protéines animales est la pêche. Celle-ci, pratiquée par tous les Bamanga lorsque les eaux sont basses, fournit une quantité appréciable de poissons.

Certains villages riverains de la Lindi s'adonnent à la pêche. Ils sont le plus souvent situés à proximité de rapides qui facilitent la pose des nasses.

Tous les villages voisins des rapides ne se consacrent pas à la pêche (Bandangbe, par exemple) alors que d'autres collectivités, éloignées des rapides, s'y adonnent (Yanguma, entre autres). Cette situation découle des habitudes ethniques qui font que les Bandangbe sont « gens de forêt » alors que les quatre villages d'origine Turumbu, dont Yanguma, se considèrent comme « gens de l'eau ».

La pêche dans la Lindi ne fournit qu'un appoint alimentaire. Les techniques sont assez rudimentaires et se pratiquent surtout lorsque les eaux sont basses : nasses, filets, lignes de fond avec hameçons, petits affluents fermés par des lattis à leur embouchure, parfois, une ébauche de pêcherie. Certains villages vendent occasionnellement aux voisins une partie de leurs prises.

Il semble que les captures étaient plus abondantes il y a 30 ou 40 ans, lorsque les travaux culturels n'accaparaient pas une part importante de l'activité. A cet égard, on peut se demander si les possibilités de la Lindi sont suffisamment exploitées.

Le poisson, qui constitue un aliment d'appoint très recherché dans la région, est importé de Stanleyville à un prix élevé.

Les villages de Balila et de Bagbukome méritent une mention spéciale. Les quelque 850 habitants, pêcheurs avant tout, occupent le site le plus favorable de la région : les rapides qui s'étendent sur 2 km depuis Bengamisa vers l'aval. Cette succession de rapides est divisée, au point de vue foncier, comme les terres des cultivateurs. Chacun des trois clans a sa part, partagée à son tour entre les « fungu » et même entre les grandes familles. Le pêcheur ne peut donc installer ses pêcheries qu'à l'endroit réservé à sa famille. La pêche au filet est libre dans le domaine du « fungu ». Les espaces d'eaux calmes sont la propriété de tous.

UTILISATION DU TERROIR

Les techniques sont variées. Dans le type le plus courant, des échafaudages, dressés dans les rapides, soutiennent les nasses. Chaque pêcheur fixe, aux endroits appropriés, quelques paniers de dimensions variables (0,40 à 2 m de diamètre à l'ouverture) qu'il relèvera deux fois par jour, à l'époque favorable. Les échafaudages doivent généralement être remplacés avant un an et les paniers, placés en plein courant, ne résistent que quelques semaines. Cette technique est la plus productive et l'on comprend que les rapides fassent l'objet d'un partage rigoureux.

La pêche au filet, individuelle ou collective, est auxiliaire. Les prises sont moins importantes et les poissons capturés sont plus petits. Sur la base des carnets de pêcheurs, on peut estimer le produit à environ 100 kg par pêcheur et par an; le chiffre réel est sans doute très supérieur. La pêche présente un maximum très marqué en janvier et février, époque qui correspond aux eaux basses de la saison sèche. Les espèces capturées sont nombreuses. Le poisson est consommé par les pêcheurs ou vendu exclusivement dans la région.

Ces villages ne possèdent que peu de terres, souvent de qualité médiocre et épuisées par des cultures répétées. Les cultures permettent de couvrir environ la moitié des besoins. Le reliquat est comblé par les achats aux villages voisins. Les cultivateurs voisins achètent du poisson et les pêcheurs, des bananes et autres produits. Les deux genres de vie s'allient en étroite association. Un marché hebdomadaire local et, en partie celui de Bengamisa, facilitent ces échanges.

Au village de Bagbukome, les palmeraies introduites par les Arabes, assurent un revenu supplémentaire. Ces deux occupations, pêche et exploitation de palmeraies, s'accordent d'autant mieux que les rives de la Lindi s'étendent sur de riches sols d'alluvions récentes, propices aux palmiers.

2. Agriculture.

Les Bamanga ne pratiquent pas tous les mêmes cultures, nous examinerons les divers types de champs observés ainsi que leur groupement qui caractérise les faciès locaux.

a. Les bananiers, le manioc et le riz sont cultivés en mélange. Dès que le cultivateur a coupé le sous-bois, en forêt ou en vieille jachère, la femme plante les premiers rejets de bananiers et les premières boutures de manioc. La coupe du sous-bois commence en janvier. En février, le cultivateur procède à l'abattage (machette et hache indigène) en respectant les plus gros arbres dont certains fourniront des chenilles comestibles en août. Après l'abattage, quelques rejets et boutures sont encore plantés. Au début de mars, au seuil de la saison

des pluies, a lieu, sans mise en tas préparatoire, l'incinération à feu courant. La végétation est généralement brûlée en un jour, sauf les gros troncs qui ne se consomment jamais entièrement. Tel quel, le champ, encore encombré de troncs et de branches à demi calcinées, est livré à la culture. On plante la plus grande partie des rejets de bananiers et des boutures de manioc, on remplace ceux qui ont péri par le feu.

La machette ou le couteau indigène sont seuls employés pour prélever les rejets et les boutures dans les anciens champs et pour les planter. La bêche, qui allègerait le travail, est inconnue de la femme. On sème ensuite le riz dans les espaces vacants, avec parfois un peu de maïs. L'homme creuse chaque trou à l'aide d'un bâton et la femme suit, dépose les graines et les enfouit du pied. La femme complète alors la plantation des bananiers et de manioc.

Dans un coin, en bordure de la piste d'accès, elle cultivera, le plus souvent, quelques légumes : *Ipomoea batatas* POIR., *Solanum aethiopicum* L., *Amaranthus hybridus* L., *Phytolacca dodecandra* L'HERIT. et deux espèces de *Solanum* dont les fruits servent à préparer une infusion courante ¹.

Le champ, abandonné jusqu'à la récolte, est parfois entretenu quelque peu aux abords de la piste d'accès. Les bananiers et le manioc, plantés de février à avril, permettent une récolte échelonnée. De nombreuses variétés de bananiers sont cultivées (on en a pu citer vingt-quatre) mais dix à peine sont fréquentes. Le manioc doux est le seul cultivé, les Bamanga ne consommant pas la « chikwange ».

A partir de septembre, la femme coupe les épis de riz. L'homme bat la récolte au moyen d'un bâton et la femme vanne le produit qui est ensaché et vendu en décembre, le plus souvent à une entreprise. Sur le champ, les chaumes sont coupés à la machette et laissés sur place. Aucun entretien n'interviendra plus.

Les bananes et le manioc sont récoltés tandis que s'installe un recru plus ou moins dense. Le prélèvement des rejets de bananiers exige souvent un passage à la machette dans le champ abandonné.

Les rendements en bananes et en manioc, d'ailleurs très variables, sont difficiles à chiffrer. Le riz produit de 500 à 1.500 kg/ha de paddy suivant les endroits. En estimant à 40 kg la quantité consommée par planteur, le rendement moyen de la région atteignait 973 kg/ha en 1955 et 1.026 kg/ha en 1956.

Aucun travail collectif n'est exécuté. Les travaux d'entretien sont minimes; des soins plus attentifs amélioreraient les rendements. Aucune fumure n'est appliquée hormis les cendres de l'incinération et

1. Déterminations de C. EVRARD, Assistant à la Division de Botanique de l'I.N.É.A.C.

UTILISATION DU TERROIR

les chaumes du riz qui pourrissent sur place. Notons que les cendres du feu domestique sont répandues sur le jardin, derrière la maison, mais les déchets de cuisine et autres sont jetés dans une fosse et ne sont pas utilisés. L'outillage employé est encore assez primitif.

b. Le champ d'arachides et de cotonniers est installé dans une jachère d'environ cinq ans. La coupe du sous-bois et l'abattage ont également lieu en janvier-février. Ici, l'incinération s'effectue à feu courant et ensuite à feu couvert. Le champ est débarrassé des branches et des troncs avant le semis des arachides. Après la récolte des arachides, en juin, on nettoie le champ puis on sème le cotonnier. Récolté à partir de décembre, le coton est trié au village. A partir d'octobre, le champ est planté de bananiers et de manioc dont les rendements sont assez médiocres.

Le semis des arachides et celui du cotonnier sont les seuls travaux culturaux que les Bamanga exécutent en commun. On sème en lignes plusieurs champs à la fois. L'entretien du champ, fait à la houe, est correctement exécuté.

Les arachides, dont la culture est peu rationnelle, produisent de 400 à 500 kg/ha d'amandes. En 1956, le cultivateur Bamanga a vendu, en moyenne, aux colons et sociétés, 33 kg d'arachides seulement (certains villages n'ont rien vendu) et conservé 68 kg de semences; on peut estimer sa consommation à 30-40 kg.

Quant au cotonnier, cultivé rationnellement, il semble que ses rendements soient optima mais inférieurs à ceux généralement obtenus plus au Nord. En 1955, ils étaient de 420 kg/ha de coton-graines. Pour 1956, année exceptionnellement favorable, le rendement moyen a excédé 500 kg/ha. La culture du cotonnier requiert cependant beaucoup de travail pour un rendement peu élevé.

c. L'âge des palmeraies établies en milieu rural varie de 2 à 15 ans. Leur superficie totale n'est pas connue. On sait cependant que les palmeraies âgées actuellement de 15 ans sont réparties entre 8 villages : 590 ha pour 385 planteurs, soit 1,5 ha par planteur en moyenne. Les champs les plus grands couvrent 2,5 ha (100 × 250 m) et les plus petits 0,5 ha (100 × 50 m). Pour les palmeraies plus récentes, réparties entre 6 villages, on peut estimer à 0,5 ha la part de chaque planteur.

La distribution des champs n'est pas toujours rationnelle. Dans les plus anciennes palmeraies, installées en bordure de la grand'route, la récolte et le contrôle de l'entretien et de l'exploitation sont aisés; les marchés hebdomadaires se font aux champs. Par contre, dans les palmeraies plus récentes, situées en forêt ou en jachères et éloignées des routes (parfois à 5 km), l'entretien et l'exploitation sont moins soigneux, les rendements inférieurs et le portage accru. La plupart de ces champs

bordent une piste reliant le Km 5 de la route de Yangambi au Km 47 de la route Stanleyville-Buta; une route carrossable, sans doute projetée initialement, n'a pas encore été tracée.

Les palmeraies de 15 ans produisent environ 3 t/ha de fruits égrappés. Un entretien plus soigné et une récolte plus complète accroîtraient ce rendement; plusieurs planteurs récoltent, en effet, de 4 à 5 t/ha de fruits.

La production est achetée par une société et par un colon, propriétaires d'huileries locales. Au lieu d'effectuer la vente en fruits égrappés, qui n'accorde au planteur qu'un bénéfice insuffisant en regard du long travail d'égrappage, il serait préférable de négocier les régimes, solution plus économique pour l'huilier. Une fois installée, la palmeraie ne requiert plus que de faibles prestations. Des améliorations peuvent donc être réalisées dans les domaines de la production, de la répartition des champs et du traitement des régimes.

d. Dans les zones à commerce bananier actif, la moitié et même les trois-quarts des cultivateurs entretiennent un champ supplémentaire de bananiers et de manioc. Ces champs vivriers, qui ne sont pas piquetés par le moniteur et que l'Européen ne visite pas, augmentent sensiblement les emblavures annuelles.

Réalisée sur une grande échelle dans les villages, démunis de réserves foncières suffisantes, cette pratique présente des dangers pour la conservation des terres.

e. Une expérience en cours mérite d'être signalée. Quelques-unes des plantations d'hévéas, établies en 1942-1943 dans le cadre de l'effort de guerre, sont mises en saignée par une société et un colon tandis que le planteur, payé à l'arbre, entretient la plantation.

Quelques parcelles de cacaoyers sous palmiers, peu rentables, ont été abandonnées.

f. Suivant le groupement des divers champs, on peut distinguer trois principaux types de villages (Annexe 2); tous comportent un champ de riz.

1° Les « villages-palmiers » disposent de palmeraies bien que la moitié des cultivateurs ne possèdent qu'un champ de riz. Ils concernent les huit villages qui détiennent les anciennes palmeraies.

2° Les « villages-coton », possesseurs de champs d'arachides et de cotonniers, occupent le Nord, le Sud et l'Est de la région.

3° Dans les « villages mixtes » (six villages du centre de la région) chacun cultive un champ de cotonniers et la moitié des cultivateurs, une petite palmeraie. Des champs vivriers sont cultivés, plus particulièrement au Sud de Bengamisa.

UTILISATION DU TERROIR

g. Une mention spéciale doit être accordée à la culture du bananier et au portage.

Pour répondre au commerce local, le cultivateur recourt à deux moyens pour augmenter sa production : planter à forte densité et entretenir un champ supplémentaire.

La densité des bananiers est variable (de 600 à 2.000 par ha) comme en témoignent les résultats des coups de sonde (Annexe 3). Les dispositifs de plantation se resserrent progressivement, comme il se doit, pour le cotonnier, le riz et les plantes vivrières. Les différences entre ces trois types de champs, de même qu'entre parcelles proches ou éloignées du village, ne sont guère importantes dans une même zone. Les écarts sont plus sensibles entre zones différentes. Ainsi, l'occupation est plus élevée au Sud de Bengamisa où la demande de bananes est la plus forte et le sol d'ailleurs plus fertile. Bien que situés au Sud, les champs installés le long de l'ancienne route de Stanleyville sont cultivés moins densément mais les sols sont médiocres. Par contre, sur les sols déjà moins riches de la rive gauche de la Basse-Lindi, la densité reste élevée. Elle est peu élevée sur les bonnes terres de Banzai, éloignées de la grand'route. Les facteurs agrologiques et économiques concourent dans la plus grande partie de la région. Lorsqu'il y a divergence, il semble qu'il faille accorder au facteur économique le rôle déterminant, la qualité du sol favorisant ou interdisant la culture à forte densité.

La carte des rendements de riz par village (fig. 5), dressée en 1956, corrobore les productions enregistrées en 1955. Dans la moitié Nord de la région, les rendements sont les plus élevés bien que les sols n'aient qu'une valeur agricole moyenne. La plupart des villages fixés sur les bonnes terres du Sud ne produisent que de faibles rendements. La carte de vocation des sols et les rendements du riz ne concordent guère qu'en Haute-Lindi et au Sud-Est de la région où de faibles rendements sont obtenus sur mauvais sols. Mais on constate un rapport inverse entre les rendements de riz et la densité des bananiers. Le riz est une culture secondaire, négligée en zone commerciale bananière et plus soignée au Nord où son revenu est appréciable.

Sur des terres également favorables au riz et au bananier, le facteur économique est déterminant : le bananier est plus rentable et plus facile à cultiver.

Le portage constitue un handicap important à la rationalisation de l'agriculture congolaise. Dans la région de Bengamisa, la distance aux champs, en moyenne de 3 km, peut atteindre 8 à 9 km. Comme la femme Bamanga, à laquelle incombe le portage, se rend aux champs, trois fois par semaine, pour ramener bananes, manioc et bois à brûler, environ 42 jours sont consacrés annuellement au portage, pour un

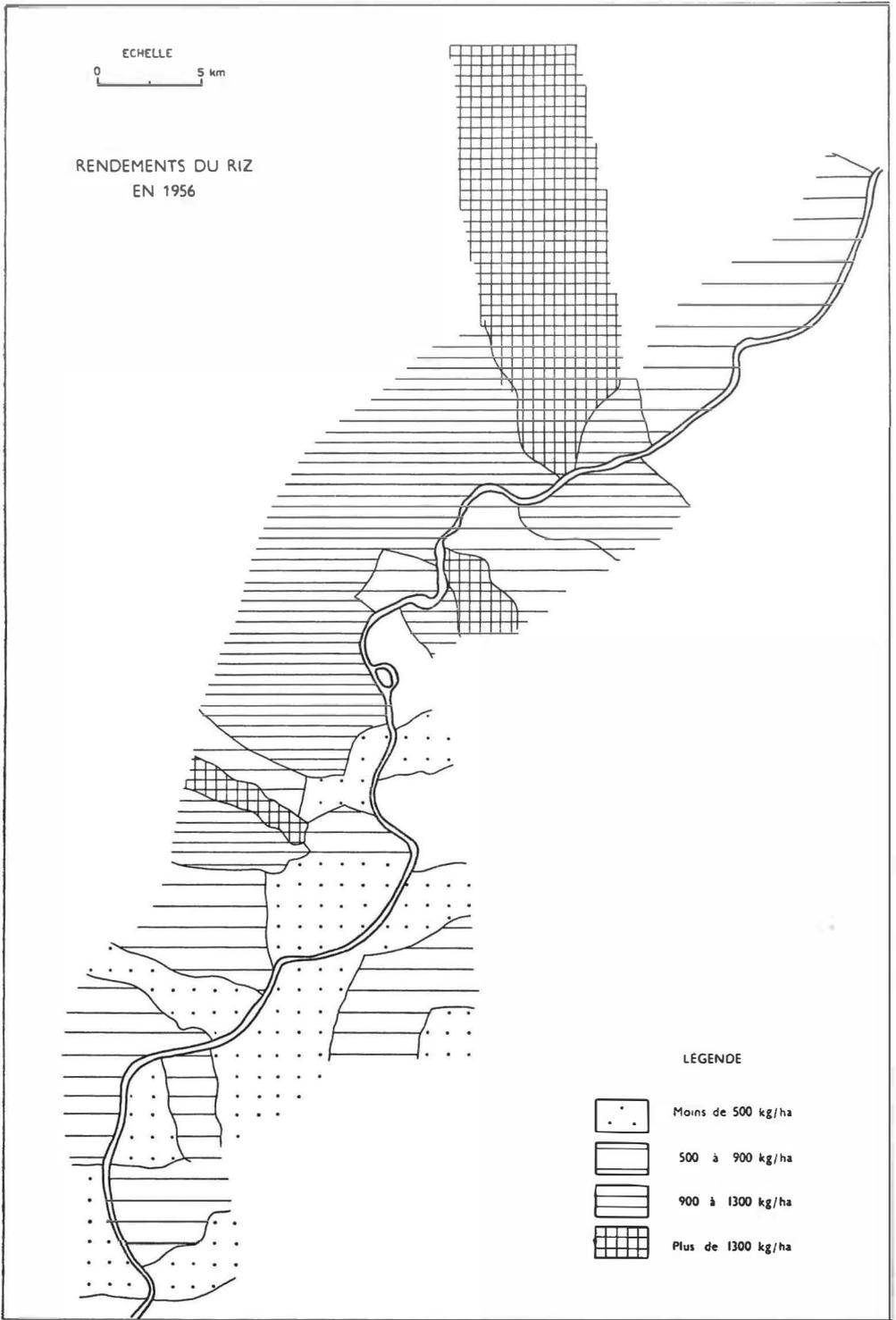


Fig. 5. — Rendements du riz.

champ éloigné de 3 km du village ¹, 56 jours, si la distance est de 4 km. Ces journées sont perdues pour l'agriculture puisque la femme est également chargée du portage et des travaux cultureux.

3. Structure agraire.

a. *Le mode de tenure des terres.*

Les droits exercés sur les terres sont nombreux : droits de chasse, de pêche, de cueillette, de coupe de feuilles, de coupe de certains bois, etc. Les plus importants concernent la propriété foncière et le droit de culture.

On admet généralement que la terre est la propriété du clan et que chaque individu en a l'usage. Chez les Bamanga, les villages claniquement homogènes ont leurs terres propres, bien délimitées par celles des villages et des clans voisins : les terres appartiennent à la fois au village et au clan. Lorsqu'un clan se divise, chaque fraction forme un village avec ses terres propres : les terres appartiennent alors au village. Les membres du clan, qui n'ont pas émigré, n'ont aucun droit sur les terres du nouveau village. Lorsque les villages sont formés de « fungu » appartenant à différents clans, il semble que la communauté villageoise entière soit propriétaire. La propriété serait donc villageoise plutôt que clanique. Cependant, clan et village coïncident souvent.

Chaque village n'est pas propriétaire des terres qu'il occupe et exploite en vertu de droits de culture et autres. En effet, de nombreux villages de la région de Bengamisa ont cédé à d'autres certains droits sur une partie de leurs terres.

On remarque que les villages propriétaires sont ceux qui sont arrivés les premiers dans la région. Ceux-ci se sont partagé les terres et les suivants ont dû se contenter de certains droits. La carte de mise en place (fig. 3) fournit donc un premier aperçu de la situation foncière. Dans le cadre du paysannat, les villages que l'Administration se propose de déplacer, après enquête, sont précisément les derniers installés. Les villages qui occupent actuellement des terres étrangères sont parfois propriétaires de terrains éloignés et maintenant inoccupés ; ces derniers jalonnent l'itinéraire suivi pendant les migrations. C'est le cas de beaucoup de villages de l'Ouest de la région et de la Haute-Lindi. C'est généralement sur ces terres ou sur d'autres lieux de passage qu'ils préfèrent être déplacés. Comme les enquêtes foncières menées par l'Administration l'ont montré, beaucoup n'acceptent aucune autre solution. La connaissance des voies d'introduction et de l'emplacement des anciens villages et jachères revêt donc un grand intérêt pratique :

1. En estimant la charge à 50 kg, portée à une vitesse de 4 km/heure. Aux trois voyages par semaine, s'ajoute le transport des autres récoltes, 700 kg (une journée de travail étant de six heures).

un rapport étroit lie le mode de tenure du sol et la mise en place des villages.

Les divers droits peuvent faire l'objet de convention entre les villages. C'est ainsi que certains villages en autorisent d'autres à couper des feuilles pour la confection des toitures. De même, ils accordent le droit de chasse à d'autres villages démunis de grosse forêt. Actuellement, chez les Bamanga, l'usurpation des droits autres que la propriété et le droit de culture n'entraîne guère de conséquences mais chaque village veille jalousement sur les terres qu'il a en propriété et sur celles où il exerce un droit de culture.

Quant aux quelques colons indigènes, ils ne jouissent d'aucun droit de propriété sur les terres qu'ils occupent.

Il en va de même pour ceux qui exploitent une palmeraie. Cependant, à la mort d'un cultivateur, la communauté villageoise a prévu un système de succession : les palmiers ne retournent pas au clan mais à un membre de la proche famille du cultivateur décédé.

Signalons encore que certains travailleurs de plantations occupent des terres sans aucun droit mais cette anomalie porte sur un nombre de cas assez limité.

Il n'existe pas de carte foncière. Seule une carte, dressée par l'Administration, indique le planning du paysannat quant aux terres en droit de culture réparties entre les villages (fig. 5). Basée autant que possible sur la situation préexistante, elle permet quelques constatations. La Lindi est une barrière foncière : un seul village possède des terres sur les deux rives. Les terres de certains villages ont une forme étroite et très allongée ; le cas est typique à Bangbungbwe, Bangwade et Boliambe, par exemple. Cette situation, qui ne semble guère relever de la tradition, s'observe en zones très peuplées. Le déplacement de nombreux villages sur une même route (celle de Kaparata, par exemple) semble avoir provoqué une déformation des terres : chaque village ne pouvant disposer que d'un front très étroit sur la route, les terres ont dû s'étendre profondément à l'intérieur. Il en résulte un portage accru, contraire à une agriculture rationnelle. Là où l'espace ne manque pas, les terres sont davantage ramassées autour du lieu habité : c'est le cas dans le Nord.

Vers l'Est ou vers l'Ouest, beaucoup de villages n'ont pas de limites précises. Un immense territoire inoccupé s'étend à l'Est de la région, un autre à l'Ouest, partiellement dévolu à la Réserve forestière gérée par l'I.N.É.A.C.

b. *Les champs.*

On a introduit, chez les Bamanga, le principe du couloir de culture : les champs sont répartis de part et d'autre d'une piste centrale orientée Est-Ouest autant que possible. Cette disposition est cependant loin d'être généralement appliquée. Les couloirs ne sont pas longs et moins

de la moitié des cultivateurs Bamanga y installent leurs champs. C'est par petits groupes de 2 à 12 unités, qui ne sont pas nécessairement apparentés, que les Bamanga préfèrent cultiver. Souvent, les vieillards et les travailleurs résidant au village ouvrent leurs champs à proximité ; ils sont isolés ou forment de très petits groupes.

Deux exemples permettront d'évaluer cette dispersion. A Badambila, en 1956, les 34 champs de riz étaient répartis en 13 endroits dont un couloir avec 15 champs et 7 champs isolés. A Bamboloi, les 86 champs occupaient 29 lieux de culture dont 17 champs isolés et 2 couloirs groupant respectivement 17 et 11 cultivateurs. Dans le paysage, les champs forment, au cœur de la forêt et des jachères, des îlots dispersés, informes et petits, et parfois quelques couloirs allongés. Somme toute, si la propriété des terres est bien fixée, la distribution ne l'est pas : chacun établit son champ à son gré.

Le choix du site est empirique. Le cultivateur établira son nouveau champ à côté des emplacements reconnus favorables précédemment. C'est ainsi que, souvent, des groupes de champs d'années différentes sont contigus. Parfois, il préférera tenter sa chance ailleurs. Il reconnaît à certaines plantes un caractère indicateur mais il ne semble pas y attacher une très grande importance. Il accorde beaucoup plus de crédit à l'expérience des champs antérieurs.

Cet empirisme, associé au système de répartition des champs en petits groupes, paraît bien s'adapter à la variété des sols. Une certaine étendue de sols de bonne qualité, repérée par expérience, peut être exploitée entièrement grâce à la souplesse avec laquelle les petits groupes de champs peuvent se superposer à l'aire de bons sols.

Le nombre des champs d'un cultivateur dépend du type de village auquel il appartient. Certains paysans des « villages-palmiers » n'en ont qu'un seul. Des cultivateurs des « villages mixtes » en ont quatre, lorsqu'ils exploitent un champ vivrier supplémentaire.

La superficie des champs, très variable, va de 15 ares à plus de 1 hectare. Généralement, les célibataires et les vieillards cultivent les plus petits champs et les polygames, les plus grands. Mais les exceptions sont nombreuses car le principal facteur est le courage ou les possibilités du défricheur. En général, les champs de riz et de cotonniers sont plus grands au Nord que dans le Sud. Par contre, le Sud est, partiellement, le domaine des champs vivriers supplémentaires, ce qui peut expliquer qu'on y diminue les dimensions des champs obligatoires tout en emblavant, au total, des surfaces plus grandes que dans le Nord. Voici quelques estimations à ce sujet, en ares :

	Nord	Sud
Champ de riz	40	35
Champ cotonnier	30	25
Champ vivrier	—	25

4. Élevage.

Le paysan ne s'occupe pas des animaux qu'il élève. Chèvres, moutons et poules sont laissés à eux-mêmes. La seule précaution prise consiste à enfermer les poules dans une cage durant la nuit. Aussi les troupeaux ne se développent-ils pas. L'indigène ne consomme ni lait ni œufs. La viande est le seul produit qu'il retire de l'élevage. C'est un assez maigre appoint car tous ne possèdent pas d'animaux et leur nombre est peu élevé.

Bien que la chèvre soit en butte aux piqûres mortelles d'un insecte, le Bamanga ne se soucie guère de la protéger.

Les plus grands troupeaux de chèvres et de moutons se rencontrent dans les villages riverains de la Lindi et sur la route de Kaparata. Les propriétaires situés sur la grand'route mettent leurs troupeaux à l'abri de la circulation. Le Bamanga n'est pas éleveur.

5. Activités complémentaires.

Traditionnellement, les Bamanga fabriquent des pirogues. Cependant, un grand nombre de ces artisans ont quitté leurs villages et se sont installés dans la région de Yangambi pour y exercer leur art. Actuellement, on trouve des fabricants de pirogues dans la plupart des villages sis au bord de la Lindi et principalement là où abondent les bois appropriés. En un an, ils vendent encore de 2 à 10 pirogues en bois dur, sans compter celles en bois de parasolier. Une pirogue ordinaire se vend de 2.000 à 3.000 F tandis qu'en parasolier, elle ne vaut que 300 ou 400 F. C'est en Basse et en Haute-Lindi que cette forme d'artisanat est encore répandue.

Les autres activités artisanales ne constituent également qu'un appoint; les artisans sont avant tout cultivateurs ou travailleurs. Dans la plupart des villages, on trouve un ou deux tailleurs, autant de menuisiers qui fabriquent tables et chaises, portes et fenêtres. Plus nombreux sont ceux qui fabriquent des mortiers; quelques-uns d'entre eux, fixés au Sud de la région, vendent ceux-ci à Stanleyville et en retirent un bénéfice appréciable. Mentionnons encore quelques maçons qui ont rarement l'occasion de montrer leur savoir-faire.

Bref, l'artisanat n'est guère qu'une activité supplémentaire pour celui qui l'exerce. Il est à la mesure des faibles besoins de l'indigène.

*C. Population.***1. Démographie.**

Dans la chefferie indigène des Bamanga, les recensements antérieurs à 1956 contiennent trop d'erreurs pour permettre d'utiles comparaisons. Le nouveau recensement de 1956 a donné les résultats suivants : 20.329 Bamanga résident dans leur chefferie, dont 18.285, soit 90 %, dans les villages et 2.044 dans des cités et villages de travailleurs. En tenant compte des non-Bamanga, la population totale de la chefferie compte environ 21.000 âmes.

A priori, la démographie des villageois ne peut être assimilée à celle des travailleurs des cités, ni à celle des étrangers. Vu leur importance numérique, c'est aux villageois et à leur situation démographique que l'on s'intéressera principalement. Les données du recensement n'indiquent aucune différenciation régionale parmi eux.

Afin de compléter et de préciser les données fournies par le recensement, un sondage a été effectué parmi les villageois. Il porte sur la population de vingt-deux villages, soit 7.911 habitants. Le choix de l'échantillon est assez aisé puisqu'aucune différence régionale n'apparaît dans le recensement et que la vie rurale ne présente que de légères variantes. Les vingt-deux villages ont été choisis dans les diverses zones du secteur de Bengamisa. La comparaison entre le recensement général du secteur et celui de ces villages montre que l'échantillon choisi est représentatif de la région (Annexe 4).

Pour faciliter la comparaison des données partielles, les résultats du sondage ont été rapportés à un total de 10.000 individus.

Enfants		Hommes								Femmes				Total
Garçons	Filles	Adultes				Vieux				Adultes		Vieilles		
		C (¹)	1f (²)	2f (³)	3f ou + (³)	C (¹)	1f (²)	2f (³)	3f ou + (³)	C (¹)	M (⁴)	C (¹)	M (⁴)	
2.310	1.958	332	1.649	135	26	128	406	38	8	132	2.164	370	344	10.000

(1) C = célibataire ou veuf.

(2) 1f = marié avec 1 femme.

(3) 2f, 3f = marié avec 2 femmes, 3 femmes ou plus.

(4) M = mariée.

POPULATION

Les 207 polygames ont 246 femmes supplémentaires.

Sur 1.000 individus, on compte 427 enfants, 272 hommes et 301 femmes.

A défaut de renseignements sur l'âge des indigènes, des critères distinctifs, physiologiques pour la femme et plutôt économiques pour l'homme, ont permis cette répartition par âge. On considère qu'une femme est fille jusqu'à 15 ans, adulte de 15 à 45 ans, vieille au-delà. Un homme est garçon jusqu'au moment où il paie l'impôt, étant capable de travailler, soit vers 18 ans, il est adulte de 18 à 50 ans environ, puis il est un vieillard.

Pour étendre ces résultats à tout le secteur, il faut une base commune au sondage et au recensement. Il semble que le nombre des garçons constitue le meilleur critère puisqu'une même conception du mot « garçon » a guidé le sondage et le recensement. Voici ces résultats étendus à tout le secteur, en regard des données du recensement :

	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	Total	Hommes vieux	Polygames
Sondage	4.389	3.721	5.171	5.719	19.000	1.102	393
Recensement	4.389	3.763	5.153	4.980	18.285	1.147	304

Les résultats sont très voisins en ce qui concerne les garçons, les filles et les hommes. L'écart d'environ 4 % dans les estimations des vieux pourrait s'expliquer en partie par le fait que l'Administration raye également les impotents du rôle des adultes.

Le sondage révèle un nombre de polygames supérieur à celui qui est officiellement reconnu et, sans doute, le chiffre réel est-il encore plus élevé. Quant au nombre de femmes, l'écart entre les deux données vaut 15 % du chiffre du recensement. Cette différence considérable, principale responsable de l'écart total, semble due à un double manque de sincérité de la part de l'indigène lors du recensement. D'abord, les polygames dont la situation n'est pas légale ne déclarent pas toutes leurs femmes ou se disent monogames. Ensuite et surtout, beaucoup de jeunes filles, épousées « à l'essai », ne sont déclarées, ni au village paternel, ni au village de résidence. Le cas échéant, le mari peut renvoyer, à sa guise et sans formalités, la femme qui ne lui convient pas. Il apparaît ainsi que c'est principalement la catégorie des femmes adultes mariées qui a été estimée à un chiffre trop bas par le recensement. Si le sondage a révélé cette anomalie, il n'a vraisemblablement pas dénombré tous les cas de mariage « à l'essai » et de polygamie cachée. Le nombre de femmes adultes mariées est donc plus élevé que ne l'indique le sondage.

Analysons maintenant les données du sondage. Lorsqu'on arrive chez les Bamanga après avoir visité les groupes ethniques voisins, on est frappé par le grand nombre d'enfants. Ils forment 42,7 % de la

GÉOGRAPHIE HUMAINE DE LA RÉGION DE BENGAMISA

population totale, alors que la moyenne pour la Province Orientale est de 35,6 %. Ce chiffre est très voisin du taux général pour le Congo : 43,6 % (au Ruanda-Urundi, il est de 48,1 %). Le nombre de garçons est évidemment plus élevé que le nombre de filles puisqu'un homme n'est considéré adulte qu'à partir de 18 ans contre 15 ans pour les femmes.

Les pourcentages ci-dessous montrent que les adultes sont à peine plus nombreux que les enfants. Le nombre de femmes adultes, quoique déjà supérieur à celui des hommes adultes, est sans doute inférieur à la réalité.

	Hommes	Femmes	Total
Enfants	23,10	19,58	42,68
Adultes	21,42	22,96	44,38
Vieux	5,80	7,14	12,94
Total	50,32	49,68	100,00

Les « vieux » forment près de 13 % de la population. Ce fait s'explique par l'absence, au village, d'une partie de la population adulte, employée dans la région ou en dehors. Devenus vieux, ces travailleurs retournent au village. Une pyramide des âges permettrait, sans doute, de mettre ce fait en relief mais on ne dispose malheureusement pas des données nécessaires pour l'établir. Le recensement donnait, de la répartition par sexe de la population totale, les chiffres suivants : 52,2 % d'hommes contre 47,8 % de femmes. Le sondage réduit nettement cette différence : 50,32 % d'éléments masculins et 49,68 % d'éléments féminins. Il semble qu'un dénombrement exact des femmes mariées ferait conclure à l'égalité numérique des deux sexes et même à la prépondérance des femmes.

Il n'existe aucun registre d'état-civil, suffisamment bien tenu, pour fournir des données précises sur les divers taux démographiques. Aussi, la seule technique qui permette de les calculer est le sondage du plus grand nombre possible d'individus.

Bien que l'on se soit efforcé d'obtenir de l'indigène le maximum d'exactitude et de sincérité, les résultats ne peuvent être tenus pour rigoureux.

Le sondage concernant les naissances et les décès a porté sur une population de 17.500 personnes environ (92 % de la population villageoise totale), répartis dans les 58 villages de l'aire cartographiée. Pour l'année 1956, il y eut 666 naissances, 336 garçons et 330 filles. Le taux de natalité est ainsi de 38 ‰. Ce taux élevé confirme l'impression de jeunesse de la population; impression que l'on avait déjà ressentie en constatant la forte proportion d'enfants. Le contraste avec les populations voisines se marque fortement : le taux de natalité moyen pour la Province Orientale est évalué à 25,2 ‰. Il est de 34,3 ‰ au

POPULATION

Congo et de 44,6 ‰ au Ruanda-Urundi. Le taux de fécondité générale chez les Bamanga est de 165, contre 87 pour la Province Orientale, 125 pour le Congo et 186 pour le Ruanda-Urundi.

La mortalité est plus difficile à estimer : il y aurait eu 446 décès en 1956, enfants compris, ce qui porte à 25,5 ‰ le taux de mortalité, contre 20 ‰ dans la Province Orientale et 21,5 ‰ au Congo. La mortalité augmente avec la natalité en raison de la mortalité infantile. A cet égard, 638 familles ont été interrogées : sur 3.592 naissances, 584 enfants sont morts entre 0 et 1 an environ (plutôt 14 mois que 12), soit 16,3 %, et 396 entre 1 et 15 ans, soit 11 %. Le sondage a porté sur des enfants de tous âges dont certains mourront encore avant d'atteindre l'âge adulte. Donc, sur 10 enfants nés vivants, 3 meurent avant d'être adultes. Sans doute faut-il prévoir une diminution de ce taux grâce à l'action médicale.

L'accroissement naturel de la population est donc de 12,5 ‰. A ce rythme, la population passera de 19.000 à 21.400 après 10 ans, à plus de 25.000 après 25 ans et elle peut doubler en 60 ans. Rien ne permet actuellement de prévoir une variation du taux de natalité (qui, au Congo, n'a pratiquement pas varié depuis 20 ans), mais une action médicale accrue peut déprimer le taux de mortalité. Il semble donc que les Bamanga seront de plus en plus nombreux et que cette augmentation se fera à un rythme rapide : tous les indices démographiques impliquent cette conclusion. L'évolution future de l'émigration nous dira quelle part de cette augmentation devra être supportée par la région. Cette excellente situation démographique contraste étonnamment avec celle des populations voisines, dont le genre de vie, l'économie et l'état de santé sont cependant analogues. Cette caractéristique paraît uniquement ethnique et peut-être n'est-elle pas étrangère au fait que les Bamanga actuels sont le résultat d'un mélange de tribus et de peuples très variés.

Est-il licite d'étendre aux quelque 2.000 Bamanga qui ne résident pas dans leurs villages, les considérations relatives à la démographie des villageois? Le recensement est le seul terrain de comparaison. Le nombre d'enfants rapporté au nombre de femmes est de 1,70 contre 1,64 chez les villageois, ce qui est l'indice d'une situation démographique analogue. Cependant, la répartition de la population par âge et par sexe est différente : il y a peu de vieillards chez les travailleurs et le nombre d'hommes dépasse largement le nombre de femmes (662 contre 542).

Cette situation est normale puisque les travailleurs ne constituent pas un milieu propre mais un contingent fourni par les villages. Les jeunes s'engagent au travail, mariés ou célibataires, puis rentrent au village après quelques années. Seule la répartition par âge et par sexe permet de distinguer les deux groupes.

2. Émigration.

En 1956, on a dénombré 3.643 Bamanga résidant hors de leur chefferie, soit 15 % de l'effectif total. Parmi eux, 929 ont quitté la chefferie depuis moins de 4 ans. Ils n'émigrent pas tous de façon définitive; un certain nombre d'entre eux, impossible à évaluer, retourne au village. Cependant, pendant un même laps de temps, les émigrants sont plus nombreux que les rentrants. La situation chiffrée par le recensement est donc le solde d'un vaste mouvement d'émigrations et de retours. La ville, avec ses facilités et ses hauts salaires, est attirante et la proximité de Stanleyville facilite ce va-et-vient de population. Une enquête renseigne, qu'en 1956, les trois quarts des émigrants étaient mariés; au retour, il y en avait 85 %. Il s'agit donc plus d'une émigration familiale que d'une expatriation de main-d'œuvre. Or, en milieu extra-coutumier, environ 69 % des Bamanga sont mariés. Il semble donc que la majorité des Bamanga résidant hors chefferie aient des épouses Bamanga. Chez ces émigrés, le rapport enfants/femmes est de 1,46, chiffre inférieur à celui constaté en chefferie. Pour le centre extra-coutumier de Stanleyville, ce rapport est de 1,01. Les Bamanga semblent donc conserver leur grande fécondité hors de leur chefferie et se distinguent des autres groupements par le nombre élevé d'enfants.

Malgré les mesures administratives qui freinent l'immigration à Stanleyville, les Services provinciaux prévoient que la population du centre extra-coutumier passera de 21.000 familles en 1955 à 30.000 (environ 90.000 personnes) en 1965. Si les Bamanga suivent ce rythme, environ 1.400 d'entre eux auront émigré en 10 ans (compte tenu de l'accroissement naturel des actuels émigrés), soit plus de la moitié de l'accroissement naturel des Bamanga restés en chefferie.

Les étrangers qui immigrent dans la région de Bengamisa sont peu nombreux : quelque 300 travailleurs et leurs familles.

3. Structure sociale.

On a vu que 90 % des Bamanga de la région de Bengamisa, pour la plupart cultivateurs, vivent dans les villages. En effet, sur un total de 19.000 âmes, les cultivateurs sont au nombre de 16.730, soit 88 % de la population des villages. Les 2.270 personnes qui complètent cette population sont reprises sous la dénomination « travailleurs »; la plupart sont employés par les entreprises européennes locales, mais on compte aussi près de 150 instituteurs et quelques commerçants. Suivant un sondage, plus de 80 % de ces travailleurs entretiennent un champ qui leur fournit les bananes et le manioc. En général, les 20 % restant vivent chez des parents cultivateurs et leurs femmes aident à cultiver

POPULATION

le champ de leurs hôtes. Ces travailleurs, on le voit, gardent encore leurs attaches avec la terre et sont des paysans, même si ce n'est que par nécessité.

Il faut distinguer deux catégories parmi les travailleurs qui résident hors des villages. Il y a d'abord ceux qui sont groupés en petits villages : ce sont principalement des scieurs de long et des ouvriers employés à la fabrication des chaises de Bengamisa. Leurs petits villages s'échelonnent le long de la route de Yangambi, à proximité de la forêt. Quelques petits villages d'ouvriers existent également ailleurs. Ces travailleurs cultivent tous un champ et sont attachés à la terre.

Il n'en va pas de même pour les travailleurs qui résident dans les cités des entreprises européennes. Leur vie est différente : environ la moitié, semble-t-il, ont un champ et ne participent qu'assez peu à la vie des villages.

Les cultivateurs forment donc, au total, 77 % de la population de la chefferie, mais la plupart des Bamanga sont encore de vrais ruraux, attachés à la terre.

Enfin, touchant la polygamie, on compte, sur une population totale de 10.000 villageois, 2.722 hommes adultes et vieux dont :

2.055 sont monogames, soit 75,5 % du total ;

207 sont polygames, soit 7,6 % ;

640 n'ont pas de femme, soit 16,9 % dont 300 jeunes célibataires (11 %).

L'importance de la polygamie est sensiblement la même chez les adultes que chez les vieillards : on y trouve respectivement 7,5 et 6,9 % de polygames.

Les Bamanga pratiquent la petite polygamie puisque plus de 80 % des polygames ont deux femmes. Cette polygamie est cependant défavorable aux jeunes hommes. En effet, on compte 2.164 femmes adultes mariées et les hommes adultes n'ont que 2.000 épouses. Les vieillards possèdent donc 164 femmes adultes, ceci étant surtout le fait des polygames. Ce nombre pourrait donc réduire considérablement le déséquilibre qui existe entre le nombre de femmes adultes célibataires et le nombre d'hommes adultes célibataires, déséquilibre qui se chiffre par un déficit de 200 femmes.

4. Alimentation - Santé.

Une évaluation valable du régime alimentaire d'une tribu est délicate. Elle demande une enquête longue et minutieuse et est œuvre de spécialistes. On ne vise ici qu'à en dégager les grandes lignes afin d'estimer les besoins de la région quant aux principaux produits de consommation.

L'enquête alimentaire utilise généralement trois méthodes :

- Celle des carnets de ménage, inutilisable au Congo.
- La méthode statistique qui envisage, pour une région, la production vivrière, ses exportations et importations. Ici, il est impossible d'évaluer cette production avec une sécurité suffisante, surtout celle des bananes et du manioc.
- L'observation du régime d'un grand nombre de personnes.

Cette dernière méthode a été appliquée pour estimer la consommation de bananes, de manioc et de riz, mais elle dépend de la sincérité de l'indigène. Les résultats concordaient avec ceux d'un carnet de ménage déposé dans une famille pendant 40 jours. On a estimé comme suit l'« unité de consommation » : homme = 1, femme = 1, enfant = 1/3 [LAMBRECHTS *et al.*, 1956].

Une « unité de consommation » consomme environ 2,2 kg de bananes et 1,7 kg de manioc par jour et 12,5 kg de riz par an.

Des variantes régionales sont notées dans le régime alimentaire. Il semble que ce dernier soit uniforme ou à peu près, dans toute la région, en ce qui concerne les bananes, le manioc, le riz, les légumes, les condiments, la viande d'élevage et le poisson des ruisseaux. Il subit des variations locales importantes en ce qui concerne la viande de chasse, le poisson de la Lindi et le poisson acheté, l'huile de palme et les arachides, c'est-à-dire des aliments riches et souvent rares, à proportion fréquemment élevée de protéines. Les causes de ces variations sont d'ordre purement géographique : localisation du village par rapport à la forêt giboyeuse, à la route et aux marchés, à la Lindi, au genre de vie, à la répartition des trois types de villages quant aux cultures pratiquées. Il est heureusement possible d'agir sur plusieurs de ces facteurs ; l'importance du problème de l'alimentation l'exige d'ailleurs.

L'indigène consomme irrégulièrement la viande et le poisson, le riz et les arachides (quasi uniquement à la récolte), qui sont précisément des aliments riches. Les tabous alimentaires ne concernent que les femmes et ont tendance à disparaître : viande de bœuf et de porc, poisson de ruisseaux et quelques animaux comme le pangolin et la tortue.

Citons encore, à titre indicatif, quelques estimations moins précises : une famille consomme environ 1 litre d'huile de palme en dix jours lorsqu'elle exploite des palmiers, environ 40 kg d'arachides au moment de la récolte, surtout, quand elle les cultive.

Bref, l'alimentation, déjà assez pauvre, est encore soumise à des variations dans le temps et à des carences locales quant à ses aliments les plus riches.

Comme dans la plupart des régions agricoles du Congo, le producteur est le consommateur et il ne mange, en quantité notable, que ce qu'il cultive, pêche et chasse.

POPULATION

Quels sont les besoins de la région en bananes et en manioc, sur la base du régime alimentaire actuel?

Il faut distinguer trois catégories de consommateurs :

1. Les cultivateurs et les personnes directement à leur charge comme membres de leur famille, soit :

cultivateurs et leur(s) femme(s)	7.157
50 % des vieillards et leur(s) femme(s)	1.219
enfants	7.133
20 % des travailleurs de village et leur famille	454
	<hr/>
	15.963

Ces 15.963 personnes représentent 11.077 « unités de consommation » à nourrir par 3.397 cultivateurs. Une famille réunit 3,25 « unités de consommation » environ et a donc besoin, par an, de 2,6 t de bananes et de 2 t de manioc. L'ensemble des familles consomme : 8.840 t de bananes et 6.800 t de manioc.

2. Ceux qui subviennent uniquement à leurs besoins :

50 % des vieillards et femmes	1.219
80 % des travailleurs de village et leur famille	1.818
50 % des travailleurs hors villages et étrangers et leur famille	1.400
	<hr/>
	4.437

Ces gens n'entrent donc pas dans le circuit économique.

3. Ceux qui doivent acheter leur nourriture aux cultivateurs :

50 % des travailleurs hors villages et étrangers, et leur famille : 1.400 personnes, soit environ 1.025 unités de consommation.

Les cultivateurs devront donc leur fournir par an : 800 t de bananes et 635 t de manioc.

La part de la production des cultivateurs qui doit rester dans la chefferie s'établit ainsi à environ 9.640 t de bananes et 7.435 t de manioc.

L'état de santé des Bamanga ne diffère pas de celui des tribus voisines. Les statistiques du Service médical ne sont valables, en milieu coutumier, que pour la lèpre (environ 5 %). Les causes de décès sont attribuées principalement aux maladies de l'appareil respiratoire et aux maladies infectieuses. On constate relativement peu de maladies du métabolisme et de la nutrition, ainsi que peu d'avitaminoses. On espère combattre efficacement la mortalité infantile en installant une maternité à Bengamisa. Notons encore que les cas de filariose sont nettement plus fréquents dans les villages riverains de la Lindi¹.

1. Ces renseignements ont été communiqués aimablement par le Docteur-médecin du territoire de Banalia.

5. Répartition.

Chiffrer la densité en rapportant la population totale de la chefferie à sa superficie totale n'offre aucun intérêt pour nous car une vaste étendue est totalement inoccupée et inexploitée. On ne connaît pas la surface exacte des terres exploitées par les Bamanga, qui ne sont limitées ni à l'Est ni à l'Ouest. Suivant une estimation très approximative, on peut évaluer à 20 le nombre de Bamanga par kilomètre carré exploité. Bien que pressenties, les variantes locales ne peuvent être dégagées de cette façon. Sans indiquer la densité, la figure 7 représente cependant *grosso modo* la répartition de la population sur l'aire de la carte pédologique. Cette carte se fonde sur le nombre d'habitants rapporté au nombre de kilomètres utiles dont ils disposent le long de la route ou de la Lindi. Ce rapport, dénommé ici : densité (Annexe 5), a été choisi comme critère parce que tous les villages se situent le long d'une route ou de la Lindi et que la terre est plus densément exploitée là où le cultivateur n'en dispose guère à proximité de son village. On a uniquement tenu compte des villageois.

Les travailleurs résidant hors des villages feraient augmenter brusquement cette densité aux quelques principaux endroits de leur concentration.

La zone de plus forte densité (plus de 200) s'étend sur la rive droite de la Lindi, de Boliambe à Kaparata. Vers Bengamisa, elle contraste avec la faible densité de la rive gauche (18). Le Sud de la région a une densité un peu supérieure à 100, alors qu'au Nord, ce chiffre n'est plus atteint.

On trouve des densités supérieures à 200 sur les bonnes terres de la zone de fortes incisions des rivières ainsi que sur les sols de valeur agricole moyenne de la pénélaine. L'enclave de Basule, où la densité descend à 100, s'étend sur de bons sols. Sur la rive gauche de la Moyenne-Lindi, la zone d'extension de la densité la plus faible de la région, coïncide exactement avec la zone des meilleurs sols. Au Sud, sur des sols les plus divers, la densité varie de 108 à 134. Les terres marécageuses ne sont pas occupées. La répartition actuelle de la population ne présente donc guère de rapports avec la qualité des sols. Il faut interroger le passé pour expliquer la situation présente. La carte de mise en place des clans Bamanga présente d'étroits rapports avec la répartition actuelle de la population. Les zones de grand passage sont les zones de fortes densités. Les faibles densités de la rive gauche s'expliquent par le fait que peu de clans ont traversé la Lindi lors de leurs migrations. On peut encore se demander si la qualité des sols a eu une influence sur la mise en place des divers clans. Les premiers arrivés ont occupé les sols de la pénélaine (Bamanga, Bambaé, Boliambe, Badui) et ceux du Sud de la région (Turumbu). Par après, d'autres

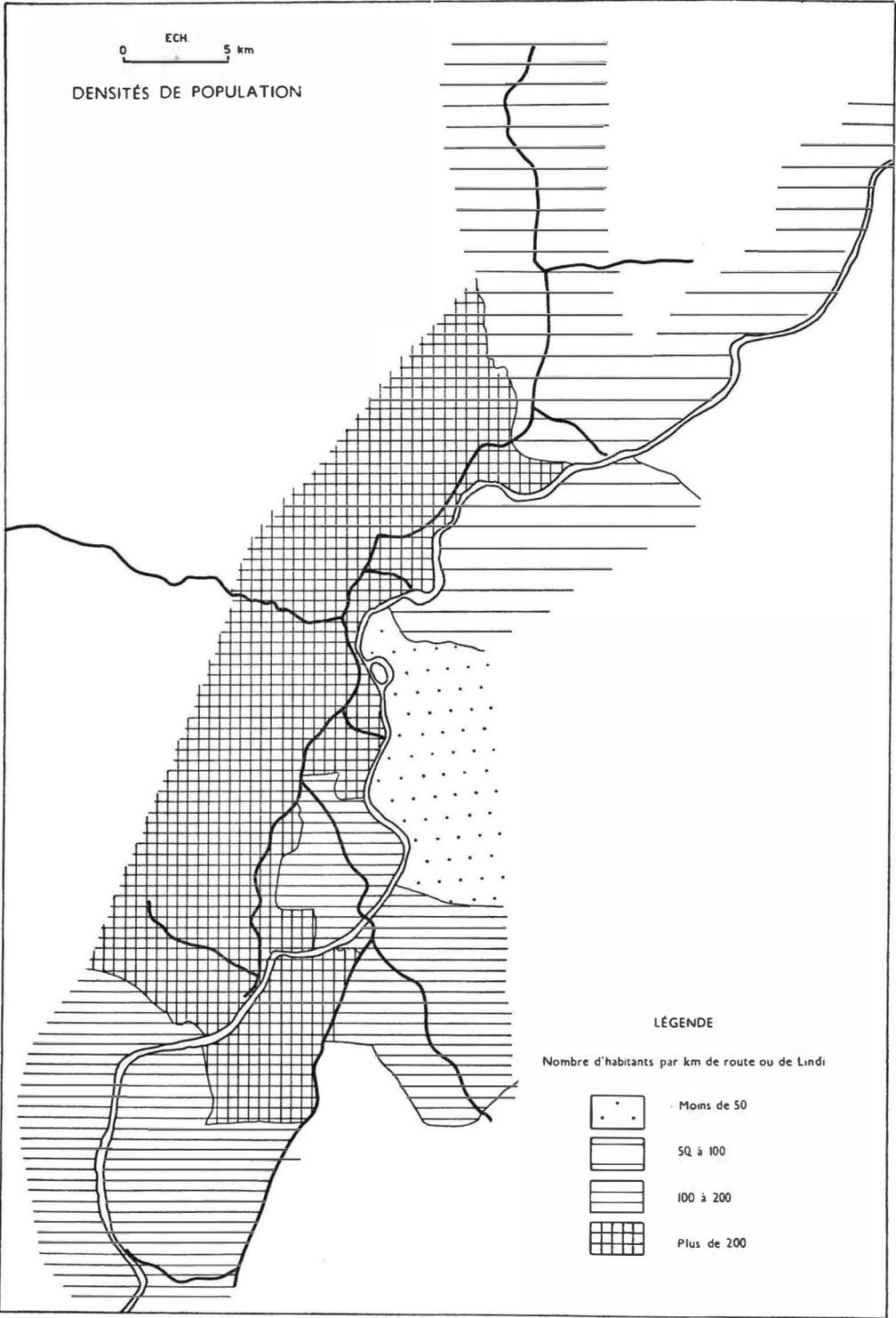


Fig. 7. — Densités de population.

clans ont poussé plus loin et se sont alors établis sur les meilleures terres de la région. Les derniers arrivés ont installé leurs villages sur des terres de qualité très variable sans choisir les meilleures semble-t-il : tels Bakweme ou Bandjue, sur sols moyens et Bangwande ou Bawombi, sur de bons sols. Bagbume et Badile ont même traversé de bonnes terres pour se fixer sur de moins bonnes.

Quant au déplacement des villages le long de la route, terme de la mise en place, son influence se marque surtout au Sud-Est : des villages établis sur les bonnes terres de la rive gauche de la Moyenne-Lindi furent déplacés sur de mauvais sols, plus au Sud.

Il semble donc que la mise en place soit le facteur qui permette le mieux de comprendre la répartition actuelle de la population : c'est elle qui en fixe les grandes lignes. La recherche des meilleurs sols ne paraît pas avoir guidé l'occupation, si ce n'est localement et dans le détail. Enfin, le glissement le long de la route a modifié la répartition des villages en les privant parfois des bonnes terres qu'ils avaient choisies.

D. Habitat.

1. Type.

L'habitat est groupé en petits villages situés le long des routes ou de la Lindi. L'importance des lieux habités varie depuis la hutte isolée jusqu'au groupement de plus de 100 maisons. En ne tenant compte que des maisons des villageois, on a dressé un tableau montrant l'importance et le nombre des lieux habités. Il semble que les villages de travailleurs et les centres de négoce soient à envisager séparément.

On considère comme lieu habité une maison ou un groupe de maisons séparé de 100 m au moins d'un autre complexe. Les maisons étant très rapprochées dans ces villages, la distance de cent mètres semble suffisante pour justifier une séparation. Les catégories de la première colonne ont été choisies d'après les fréquences.

Importance du lieu habité (nombre de maisons)	Nombre de lieux habités	Nombre total de maisons
1 à 2	19	32
3 à 19	56	529
20 à 40	31	860
41 à 63	20	1.039
64 à 100	5	412
Plus de 100	2	337
	133	3.209

HABITAT

De ce tableau, il ressort que :

1^o Les lieux habités sont généralement petits. En effet, les flots de 3 à 63 maisons forment 80 % du total et groupent 76 % des maisons. Les agglomérations de plus de 63 maisons sont rares : 7 sur 133 lieux habités.

2^o Un chiffre caractérisant l'importance moyenne du village Bamanga ne correspondrait à aucune réalité. En effet, tous les intermédiaires sont représentés, depuis la maison isolée jusqu'au village de 63 maisons.

Un examen plus approfondi, complété par des enquêtes sur place, et l'étude de la carte de l'habitat (fig. 8) permettent encore quelques observations.

Les deux groupements de plus de 100 maisons ne sont que la juxtaposition de plusieurs villages amenés à voisiner par leurs migrations et installés à la route par les Européens : il s'agit d'un groupe de trois villages, 216 maisons, à Kaparata et du groupe des deux villages de Bamboloi et Bangole, 121 maisons, au Km 49 de la grand'route. Ce sont donc là deux groupements composites et exceptionnels où ont d'ailleurs surgi des problèmes fonciers particulièrement épineux. La création de lieux habités très petits est liée à la présence de la route. En effet, tous les lieux habités de moins de cinq maisons sont situés à proximité de celle-ci. Le long de la Lindi, ils comptent au moins cinq maisons et, parmi les six lieux habités ayant de 5 à 7 maisons, un seul (7 maisons) n'est pas situé en face d'un village plus important. On rencontre surtout cette sorte de dispersion récente le long de la route de Yangambi. Il s'agit souvent de l'effritement de villages de la grand'route : certains cultivateurs quittent leur village à la suite d'une querelle ou pour une autre raison, seuls ou en petits groupes. Il semble également que les palmeraies jouent un rôle dans cette dispersion, chacun désirant se rapprocher de son champ. Là où elle ne crée pas de hameaux, la palmeraie provoque parfois l'étirement des villages, ménageant des espaces de quelques dizaines de mètres entre maisons ou groupes de maisons. Cette tendance, qui n'est pas encore bien caractérisée, aboutirait à une dissémination. On n'a observé que 4 lieux habités en permanence (1 à 2 maisons), situés sur des pistes : à Basolombi et Bamboloi, à proximité des palmeraies éloignées de la route.

Les lieux habités sont répartis assez uniformément dans la région. Tout au plus sont-ils légèrement plus denses là où la population l'est également.

Un habitat temporaire existe à l'époque de l'ouverture des champs et de la récolte, principalement là où les champs sont éloignés du village.

Le type d'habitat en petits villages paraît très bien adapté au genre de vie et à l'organisation sociale des Bamanga. En effet, le mode d'agri-

culture imposerait de trop grands déplacements aux habitants d'un gros village : c'est le cas à Kaparata où les champs de riz de 1956 sont à plus de 8 km du village. L'autochtone a bien réalisé cette adaptation. C'est ainsi que des villages se sont divisés lorsque l'augmentation de la population les développait au-delà d'une certaine limite. Dans la région, cette limite correspondrait à une soixantaine de maisons. Presque toujours, un lien familial unit les habitants, depuis le village groupant tout un clan jusqu'au hameau où réside un petit « fungu » ou un groupe de familles. Les clans à forte population répartissent leurs « fungu » en plusieurs hameaux. Souvent, dans un même village, chaque « fungu » forme une sorte de quartier séparé.

L'ancienne agglomération, imposée par l'insécurité et l'organisation clanique, semble s'effriter localement. Cette tendance est favorisée par la présence de la route et l'introduction de cultures permanentes. L'habitat temporaire s'adapte le mieux à un genre de vie requérant de longs déplacements.

2. Site.

Dans notre dition, le relief peu marqué et le réseau hydrographique dense facilitent le choix du site. Tous les lieux habités sont proches de l'eau ainsi que le montre la carte de l'habitat. On remarque que les longs tronçons de route inhabités sont également démunis d'eau (par exemple, entre les Km 45 et 49 de la grand'route). Les villages riverains de la Lindi s'installent sur de petits replats. Les rapides exercent une attraction surtout sur les pêcheurs. Ils présentent d'autres avantages encore, tels l'accès aisé à l'eau, le renouvellement rapide de celle-ci, l'éloignement des crocodiles. Si tous les rapides ne sont pas occupés, il semble que le déplacement obligatoire de certains villages en soit responsable.

Jusqu'à ce jour encore, des villages se déplacent mais le nomadisme du site s'effectue dans les limites des terres du village et le déplacement se réduit parfois à cent ou deux cents mètres. Ces déplacements ne rapprochent pas, en général, le village des champs, qui sont d'ailleurs dispersés. Il semble que les impératifs qui commandent le déménagement soient la dégradation du site et des motifs d'ordre religieux. Les deux actions coïncident fréquemment et surgissent après quelques années.

La dégradation du site est due à la fois à la détérioration des maisons que l'indigène répugne à réparer, à l'érosion qui ravine le sol, à l'épuisement des jardins où poussent quelques bananiers. Pour stabiliser le site, il faut éduquer l'habitant et l'armer contre ces causes de nomadisme : construction de maisons durables, création de compostières, lutte contre le ravinement.

0 5 km

ECHELLE

HABITAT

LÉGENDE

-  Rivière
-  Route
-  Piste
-  Lieux habités et nombre de maisons
-  Coutumier
-  Travailleurs exclusivement
-  Centre de négoce

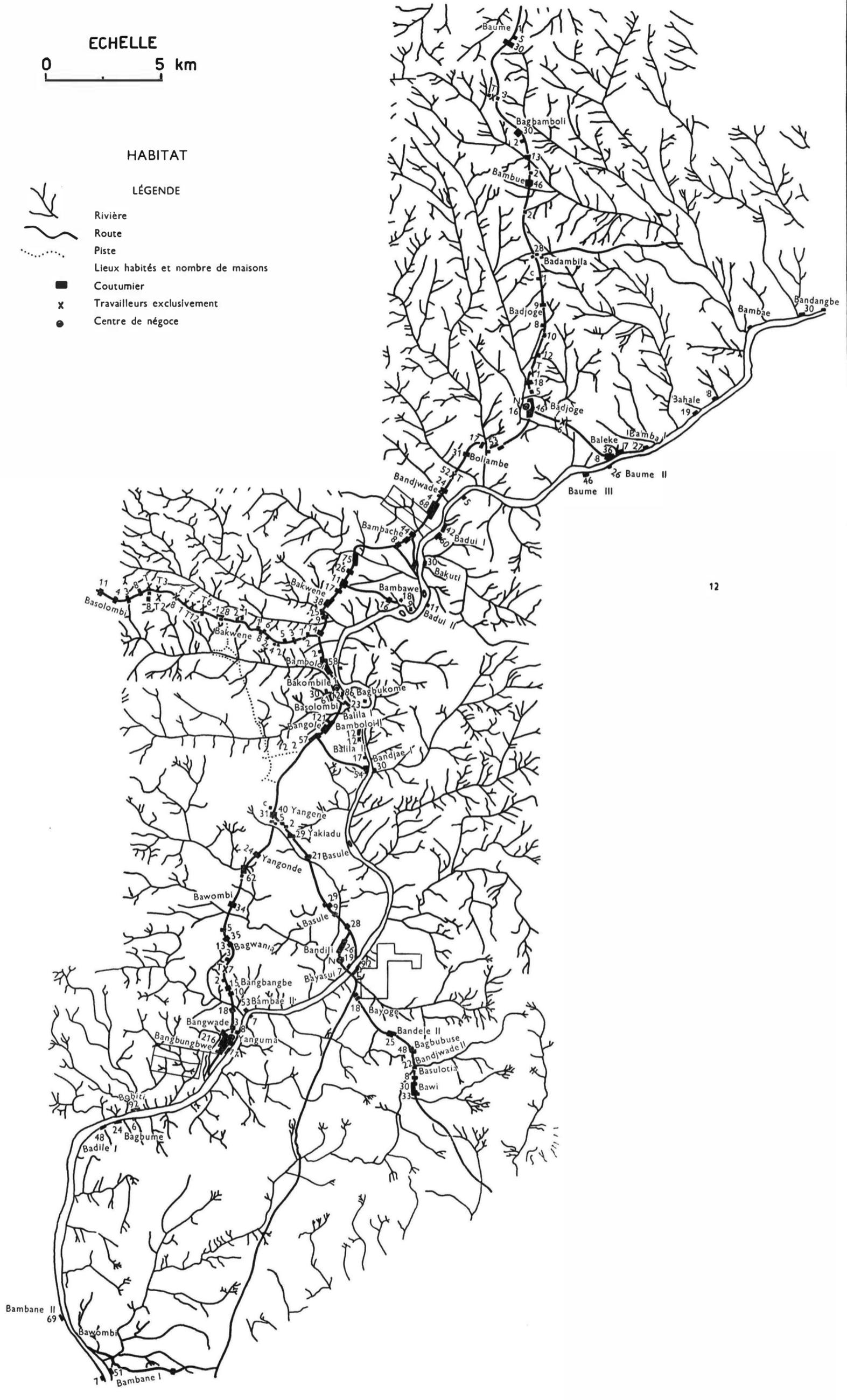


Fig. 8. — Habitat.

HABITAT

Le plan des villages paraît traditionnel : étirement le long de la piste, jadis, au bord de la route, actuellement; on observe la même disposition pour les villages de la Lindi. Dans les deux rangées, les maisons voisinent. Le long de la Lindi, l'exiguïté de certains replats morcelle le village en deux ou plusieurs tronçons. Des villages – c'est notamment le cas où existent des palmeraies – s'allongent parfois sur plus de 500 m.

3. La maison.

Une maison comprend plusieurs bâtiments séparés autour d'une cour centrale. Les variantes sont nombreuses quant au nombre et à la disposition des bâtiments. Cependant, la cour centrale est toujours fermée, à l'abri des regards, soit par le carré des annexes, soit par des palissades lorsque quatre bâtiments ne l'entourent pas. Cette cour, le « lupango », est le domaine des femmes qui y vivent et y mangent seules tandis que l'homme vit dehors, sous le grenier commun.

Le bâtiment à front de rue, qui fait rarement défaut, est en général le plus grand, le plus haut et le mieux soigné. Les dimensions courantes, surtout pour les annexes, sont assez réduites : 6 × 3,5 m (2 m au plafond quand il y en a un). Chaque bâtiment comprend deux à trois pièces, parfois quatre. Cette disposition s'adapte à la vie sociale : recevant souvent des parents, l'hôte met à leur disposition une ou plusieurs de ses annexes, ou encore une chambre du bâtiment principal séparée des autres. Les matériaux (bois, terre et feuilles) se trouvent sur place et l'indigène n'achète que les portes et les fenêtres. Ces dernières sont d'ailleurs très petites; considérées plutôt comme un motif décoratif, elles demeurent fermées. Quelques bâtiments principaux et la plupart des annexes ne possèdent aucune fenêtre.

Il semble que la technique de construction ait interdit de bâtir une grande maison plutôt que plusieurs petits bâtiments. Dans les villages actuellement en construction, les maisons sont en général plus spacieuses, ce qui marque une évolution certaine et souhaitable.

La maison sert uniquement d'abri pour la nuit. L'outillage rudimentaire du cultivateur et les ustensiles de ménage n'exigent que peu de place et aucune récolte n'y doit être entreposée, si ce n'est le riz, les arachides et le coton, jusqu'au jour du marché. Les semences pour la campagne suivante sont rassemblées dans le grenier commun du village. Le Bamanga vivant dehors ne se soucie guère d'améliorer sa maison.

Cette façon de vivre, le vif désir d'isoler la vie du « lupango » de l'extérieur, le souci de réserver un « chez soi » aux visiteurs, expliquent les principaux caractères de la maison Bamanga. Si l'exiguïté des

chambres révèle que la vie en plein air est de règle, leur multiplication et leur isolement témoignent du souci d'individualisme et de différenciation familiale.

E. Économie.

1. Les entreprises européennes.

Les Européens emploient plus de 1.000 travailleurs et assurent la subsistance ou des revenus supplémentaires à 23 % de la population de la chefferie. La carte économique (fig. 9) montre que les exploitations sont assez bien distribuées, avec une concentration plus forte vers Angwade.

En outre, une entreprise européenne permet à une population nombreuse de vivre sur un espace restreint, celui de la concession. C'est ainsi que, de Kaparata au Km 65 de la grand'route, la région supporte mieux une forte densité de population par kilomètre de route. Les travailleurs, qui vivent dans les cités et qui ne cultivent pas de champs, se ravitaillent chez les villageois voisins; ils favorisent le commerce local en offrant un débouché aux denrées. Des marchés se sont généralement organisés au voisinage des concessions. Par contre, en occupant les terres des villages voisins, les travailleurs posent un problème d'autant plus grave que les terres proches sont rares.

Bien réparties, ces entreprises jouent somme toute un rôle favorable dans la région.

2. Les voies de communication.

La route représente la principale voie de communication. Le réseau routier actuel se développe sur 135 km, dont 12 km établis récemment dans le cadre du paysannat.

Deux routes sont d'intérêt extra-régional : la grand'route Stanleyville-Buta qui, sur 70 km, coupe la région du Sud au Nord, et la route reliant Bengamisa à Yangambi.

Les routes d'intérêt régional ne totalisent que 48 km et forment des bretelles terminées en cul-de-sac. En tout, 45 villages sur 61 sont desservis.

Le tracé des routes est bien adapté aux conditions du relief et de l'hydrographie (éviter les ponts semble avoir été un souci majeur).

Mais comment ce réseau est-il adapté aux terres des villages, aux sols, aux densités de population? Une analyse a conduit aux remarques suivantes.

Sur la rive gauche de la Lindi, la carence des routes est flagrante. Au Nord du pont sur la Lindi, il n'existe aucune route pour sept villages. Au Sud de ce pont, les routes traversent des sols dont plus de la moitié sont marécageux ou épuisés et sur lesquels personne ne s'était établi avant l'accotement des villages à la route.

Depuis le pont de la Lindi jusqu'au Km 49, la route dessert de bons sols dans une zone densément peuplée. Elle traverse les terres des villages et réduit le portage à quelques kilomètres au maximum.

La même situation avantageuse s'observe du Km 67 jusqu'aux confins septentrionaux, sur des sols moyens, en zone moins peuplée.

Entre les Km 49 et 67, la route, trop proche de la Lindi, longe les terres des villages au lieu de les traverser : le portage est doublé, d'autant plus que la population y est très dense. Le cas se répète le long de la route de Kaparata qui, de plus, se termine en cul-de-sac.

La route de Yangambi ne traverse, sur une longueur de 10 km, que les terres d'un seul village. Quatre bretelles relient des villages riverains de la Lindi à la grand'route.

Si le caractère extra-régional de la grand'route et de la route de Yangambi fait comprendre leurs imperfections, on reconnaîtra cependant que le réseau local est tout à fait insuffisant et peu adapté aux conditions du milieu. Les faits les plus saillants sont l'absence de routes sur la rive gauche et leur insuffisance dans la zone centrale très peuplée. Le réseau est loin de suffire à la population actuelle et encore moins à celle de l'avenir. De grands efforts doivent être consentis au double point de vue de l'extension et de l'adaptation du réseau à la répartition de la population, à la structure agraire et aux sols.

En outre, la route facilite l'exploitation des palmeraies : communication facile avec le village, vente des fruits sur le lieu de la récolte, contrôle aisé de la coupe et de l'entretien. On verra plus loin qu'elle favorise encore le commerce et augmente ainsi les revenus des villages qu'elle dessert.

La Lindi constitue la seule voie de communication possible pour seize villages. C'est par elle qu'ils évacuent leurs récoltes de riz, de coton et d'arachides. La Basse-Lindi est une voie commerciale importante qui concentre une part notable du commerce de la région avec Stanleyville.

3. Les industries.

A Bengamisa, une usine égrène le coton acheté aux producteurs. Deux usines à caoutchouc, l'une à Angwade, l'autre à Kaparata,

traitent le latex des plantations indigènes exploitées partiellement en 1956, à titre d'essai.

Les deux huileries, Angwade et Kaparata, présentent un intérêt particulier. Celle d'Angwade, d'une capacité de 4.800 t de fruits de palme par an, n'en traite que 1.200 t, soit le quart de sa capacité et celle de Kaparata, d'une capacité de 2.400 t, 800, soit le tiers de sa capacité. Ces deux huileries constituent un capital immobilisé dans la région et qui n'est guère mis en valeur, faute de palmeraies indigènes. Leur capacité pourrait être doublée par l'emploi de deux équipes; cette remarque souligne encore davantage une situation regrettable.

L'huilerie d'Angwade est installée au centre de palmeraies (voir fig. 9, p. 49) tandis que celle de Kaparata est à plus de 10 km de la palmeraie la plus proche. La répartition des palmeraies pourrait donc être plus rationnelle, vu l'importance que revêt le transport dans l'industrie de l'huile de palme.

4. Le commerce.

Une société et des colons achètent régulièrement le paddy, les arachides, le coton et les fruits de palme. En 1956, la chefferie Bamanga a vendu 900 t de paddy, 220 t de coton, 70 t d'arachides et 2.000 t de fruits de palme. En 1957, la région a produit plus de 450 t de coton, l'année ayant été exceptionnellement bonne.

Le manioc, le poisson et la viande, le bois de chauffage et surtout les bananes font l'objet d'un commerce actif, principalement aux mains des indigènes.

Le commerce de la viande est peu important. Un peu de viande de chasse est vendue aux autres villages par les détenteurs de forêts giboyeuses. La quantité de viande vendue à Stanleyville est faible. Le poisson capturé par les trois villages de pêcheurs est vendu exclusivement dans la région et principalement aux villages voisins. Les prix sont exagérés : 30 et même 40 F le kilo. Du poisson séché et congelé est encore importé de Stanleyville et revendu sur les marchés locaux. Cette situation semble témoigner d'un vif désir de se procurer cette excellente nourriture.

Les travailleurs, non-cultivateurs, achètent le manioc frais à 0,50 F le kilo sur les marchés locaux. Cette denrée, partout en suffisance, ne fait pas l'objet d'un important commerce. Les quelques villages situés sur la grand'route, aux confins septentrionaux de la région, préparent du manioc en cossettes. Chaque mois, on vient de Stanleyville en acheter quelques dizaines de kilos par cultivateur (50 à 100 kg), au prix de 0,85 F le kilo.

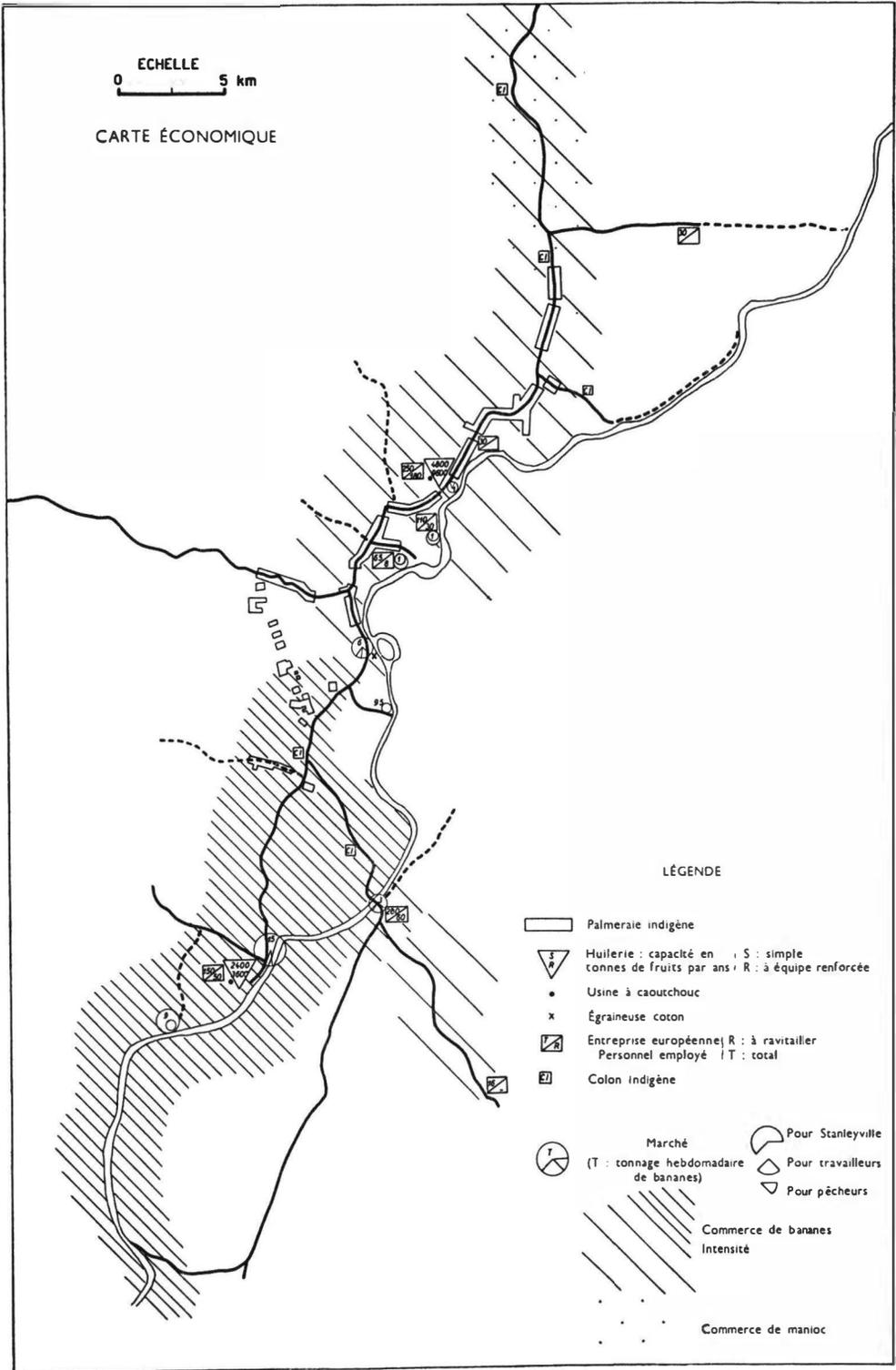


Fig. 9. — Carte économique.

Le Sud de la région vend du bois de chauffage à Stanleyville. Ce commerce se fait presque uniquement par pirogue, le long de la Lindi. De Bambae à Bamabane, les gens chargent périodiquement leur pirogue de bois débité en bûches et descendent la Lindi pour l'aller vendre. Un stère de bois se vend environ 180 F (3 bûches pour 1 F). Le chargement de la pirogue est parfois complété par des régimes de bananes. Un homme accomplit quelques voyages par an (trois à six et parfois douze), qui rapportent chacun 300 à 500 F, parfois 800 F. Cette forme de commerce est très rémunératrice; le prix du bois semble trop élevé en regard du faible travail de préparation.

Le commerce bananier est, de loin, le plus important. Ces dernières années, l'accroissement rapide du Centre extra-coutumier de Stanleyville a posé le problème de son ravitaillement; l'insuffisance et les prix excessifs des denrées ont incité à créer, autour de la ville, des paysannats de cultures vivrières.

Actuellement, il semble que la situation ait évolué. Suivant une enquête menée à Stanleyville, l'apport de bananes est suffisant, parfois supérieur à la demande, et les prix sont raisonnables. En effet, les bananes sont vendues sur les marchés par les producteurs ou par des commerçants qui les ont achetées dans les villages, par le truchement de chauffeurs affectés à d'autres transports. Les régimes sont revendus, à des prix compris entre 1,90 et 2 F/kg, aux détaillants, qui les débitent sous forme de mains ou par petits tas de 6 bananes, à des prix voisins de 2,10 ou 2,20 F.

Les indices suivants permettent de conclure à la suffisance, voire à l'excès de bananes sur les marchés. Les consommateurs en trouvent à volonté; les vendeurs vont d'un marché à l'autre pour écouler leurs régimes; les camions chargés de 4 ou 5 t attendent parfois jusqu'à 3 jours avant d'avoir vendu leur chargement; une concurrence semble opposer les chauffeurs, qui vendent à bas prix puisqu'ils n'ont aucun frais à supporter, aux commerçants qui ont un camion à leur charge. Cette évolution du commerce bananier semble due, avant tout, à l'amélioration des transports (camions plus nombreux, organisation du transport). La production, nullement en cause, a bien suivi l'évolution des transports. Pour s'adapter aux fluctuations du marché, le Bamanga – nous l'avons vu – fait varier la densité des bananiers et cultive, le cas échéant, un champ supplémentaire.

Dans la région, le commerce s'organise sous trois formes :

- des commerçants de la ville achètent les bananes, presque uniquement au Sud de Bengamisa, et les transportent par camions ou par pirogues;

- des chauffeurs de passage achètent les bananes le long de la grand'route;

ÉCONOMIE

– des femmes Bamanga transportent leurs bananes à la ville, en pirogue ou en camion, surtout à partir des villages au Sud de Bengamisa.

Les deux premières formes de commerce se pratiquent sur les marchés et le long des routes et de la Lindi.

Les zones à commerce bananier le plus actif présentent également la densité la plus élevée de bananiers dans les champs. Les hachures de la figure 9 (p. 49) le montrent bien : forte vente au Sud de Bengamisa sauf sur les très mauvais sols du Sud-Est, vente nettement moindre au Nord, le long de la route, voire nulle, le long de la Haute-Lindi.

La vente des bananes est difficile à évaluer. Cependant, à Boboti et à Kaparata, elle n'a guère lieu que sur les marchés. Chaque semaine, se vendent respectivement 9 et 15 t environ de régimes, ce qui représente environ 40 kg par cultivateur. L'enquête nous autorise à étendre ce chiffre à tout le Sud de Bengamisa. Dans le Nord, quelques villages sont favorisés par la proximité d'entreprises européennes. Sur cette base, on peut évaluer comme suit les quantités de bananes vendues en une semaine dans la région : 15 t restent dans la région, 65 t sont acheminées vers Stanleyville, soit une vente totale de 80 t (Annexe 6). Par an, Stanleyville reçoit 3.400 t, soit environ 1/5 de ses besoins tels que les estiment les Services provinciaux de l'Agriculture. La région vend environ 4.000 t de bananes par an. Le prix de vente, de 1,10 F environ au Sud de Bengamisa, diminue jusqu'à 0,90 F au Nord, à mesure que l'on s'éloigne de Stanleyville.

Les marchés sont d'origines diverses et ont des fonctions également variées. On a déjà signalé le petit marché de Balila, purement coutumier, au contact de deux genres de vie : pêche et agriculture. Le marché de Bengamisa semble avoir la même origine. D'autres, à proximité des entreprises européennes importantes, assurent le ravitaillement des travailleurs, tels les marchés de Kaparata, Angwade, Bambawe, Bambache, pont Lindi. Enfin, une fonction supplémentaire s'est établie récemment sur la plupart des marchés : le ravitaillement de Stanleyville en bananes. Cette fonction est même la seule au marché de Bobiti, sur la Basse-Lindi. La carte économique indique la répartition des marchés et l'importance relative de leurs fonctions. Les marchés actuels doivent leur situation à leur origine et ont quasi tous plusieurs fonctions.

Actuellement, on peut assurer que toute la production bananière de la région est consommée et vendue. L'offre est en équilibre avec la demande, grâce sans doute aux deux moyens d'adaptation cités plus haut. Il faudrait une brusque variation de la demande pour qu'un déséquilibre momentané puisse apparaître.

On sait que les cultivateurs consomment 8.840 t de bananes annuellement et qu'ils en vendent 800 t dans la région et 3.400 t à Stanleyville.

La vente représente donc le tiers de la production, Stanleyville en recevant le quart. Ces chiffres illustrent l'importance du commerce régional des bananes, le Sud y contribuant pour 80 % environ.

5. Les revenus.

Depuis quelques années, les prix d'achat des produits agricoles se sont quelque peu élevés. Mais ce mouvement est loin d'atteindre l'ampleur de celui des salaires et l'écart continue à se creuser, favorisant ainsi l'exode rural. La proximité de Stanleyville rend encore plus important le problème des revenus de la région.

Une évaluation des revenus n'est pas aisée. On n'a pas tenu compte de la valeur de la chasse, de la pêche d'appoint, du bois de chauffage vendu et d'autres postes moins importants, impossibles à chiffrer. Les données ci-dessous représentent des valeurs moyennes approximatives, variables d'un individu à l'autre et d'une année à l'autre. La contre-valeur de la consommation est séparée des sommes perçues par la vente des produits. Les différences locales sont importantes et méritent d'être mises en relief (Annexe 7).

Les revenus les plus bas sont ceux des villageois isolés de la Haute-Lindi et des villages situés vers Afata, sur la route de Yangambi : environ 5.000 F par an dont 3.750 F sont la contre-valeur de la consommation. Des revenus de l'ordre de 5.750 à 6.750 F sont obtenus dans les villages qui cultivent également le cotonnier mais sont mieux situés, le revenu augmentant du Nord au Sud à cause de la vente des bananes. Ce sont les villages à palmiers qui ont les plus hauts revenus : plus de 8.000 F dont plus de la moitié perçue en espèces. Les palmiers en sont la cause principale car, malgré une vente importante de bananes, les villages à palmiers du Sud n'atteignent pas tout à fait le montant des revenus des villages du Nord où chacun possède une plus grande palmeraie. Le revenu des pêcheurs est évalué à 5.900 F au moins. On observe que, dans les villages à forte vente de bananes, le riz et le cotonnier rapportent moins qu'ailleurs, les cultivateurs s'y intéressant moins.

En outre, il faut remarquer que les revenus les plus appréciés sont obtenus par fractions, à courts termes, tels ceux tirés des bananes, du manioc, du palmier et de la pêche. Souvent, l'argent perçu lors d'une récolte annuelle et rapidement dissipé laisse le paysan démuné jusqu'à la récolte suivante. Aussi les revenus tirés du riz, du coton et des arachides ne contribuent-ils pas à relever le niveau de vie de l'indigène dans la mesure où le produit brut de la vente de ces cultures pourrait le faire présumer.

ÉCONOMIE

A cet égard, le coton passe encore après l'arachide et le riz, vu que ces derniers apportent à l'indigène un complément nutritif momentané. Il est patent que les villageois les plus riches sont ceux qui possèdent des palmiers et ceux qui vendent des bananes.

Outre la valeur absolue des revenus, leur valeur relative (revenu rapporté au travail qui l'a produit) présente également de l'intérêt. Pour chacun des types de champs, le travail a été évalué en homme-jour [GEORTAY, 1956; HELLEBUYK, s.d.] :

Type de champ	Travail (homme-jour/ ha/an)	Revenu par ha (F)	Revenu par homme-jour (F)
Riz	350	11.750	34
Cotonniers-arachides.	330	3.490	11
Palmiers	75	2.100	28
Plantes vivrières . .	220	10.000	45

Ces chiffres sont éloquentes. Le coton et l'arachide ne paient guère. Il en va de même pour le riz, les 34 F par homme-jour du champ de riz étant dus, avant tout, aux bananes et au manioc.

Les travailleurs de la région obtiennent un revenu annuel de l'ordre de 6.500 F, sensiblement égal à celui des cultivateurs. Cependant, le travailleur qui possède un champ a des revenus largement supérieurs à ceux des cultivateurs.

III. Conclusions.

De la géographie pure à la géographie appliquée, il n'y a qu'un pas. Le but assigné à notre mission permet qu'on le franchisse. Nos conclusions seront accompagnées de considérations pratiques chaque fois qu'elles paraîtront souhaitables.

On notera d'abord que, dans la région de Bengamisa, un groupe ethnique composé principalement de cultivateurs, doué d'une forte expansion démographique et installé à raison de 20 habitants au km², assure sa subsistance, contribue à ravitailler un grand centre voisin et exporte certains produits de son agriculture. Le genre de vie assure aux cultivateurs, sur des sols généralement moyens, des revenus annuels minima de 5.000 à plus de 8.000 F.

La région n'est pas homogène. La chasse, la pêche, l'agriculture et la structure agraire, l'alimentation et le commerce créent des différences locales. Sur un plan plus large, on remarquera que la proximité de Stanleyville et la répartition des sols sont les deux principaux facteurs qui différencient le paysage rural du Sud et du Nord. Au Sud de Bengamisa, le commerce des bananes confère une grande importance à cette culture : on plante le bananier plus densément et l'on réduit la surface des champs de riz, d'arachides et de cotonniers ; par contre, on augmente les emblavures annuelles en créant des champs vivriers supplémentaires. Le nombre et la dispersion des champs s'en trouvent accrus. Une vie commerciale active achève de caractériser la zone Sud. Ces différences n'affectent cependant pas l'habitat, ni la population, qui présentent un degré d'homogénéité assez élevé. Rappelons cependant la tendance à l'effritement de l'habitat, le long des routes et dans les villages à palmiers. Comme la dispersion des champs, elle reflète la mentalité des Bamanga : ils vivent en petits groupes et l'individualisme est loin d'être exclu.

Dans tout aménagement régional, le premier but vise l'amélioration du niveau de vie des habitants. Procurer une meilleure alimentation, des revenus et la possibilité de bien les employer, sont des points essentiels dans un planning de paysannat. Ces problèmes sont étroitement liés aux conclusions qu'il faut tirer de l'étude de l'agriculture ainsi que de la chasse, de la pêche et de l'élevage.

Parmi les cultures vivrières, on a vu comment le bananier s'est acquis la première place. Ceux qui vendent des bananes en tirent un revenu substantiel pour un travail peu assujettissant. Le Bamanga a su organiser sa production et son commerce de façon à satisfaire la demande et à créer un équilibre. Il dispose de moyens qui lui permettent d'en suivre les éventuelles fluctuations. On serait tenté de conclure à l'opportunité d'une intensification de cette culture. Cependant, la courte enquête menée sur les marchés de Stanleyville a montré l'évolution qui se manifeste dans le commerce des bananes : celui-ci paraît atteindre un équilibre. Si le mouvement continue, il faut prévoir qu'un tri s'effectuera parmi les régions actuellement productrices. Il serait donc urgent de mener une enquête approfondie sur le ravitaillement du Centre extra-coutumier de Stanleyville et sur son évolution¹. De plus, une enquête parallèle devrait nous éclairer sur l'évolution du régime alimentaire dans le centre : sait-on, par exemple, à quel rythme progresse la consommation du pain ? Ces deux enquêtes sont à la base de tout planning d'aménagement.

1. Cette enquête devrait porter sur les points suivants : origine des bananes, quantités achetées dans chaque terroir, prix, types et degrés d'organisation du commerce, rapports entre les prix et les distances, rendements régionaux, bénéfices des commerçants en rapport avec leurs charges, etc.

CONCLUSIONS

En bref, si la banane est actuellement très rentable et le restera encore plusieurs années sans doute, seule une enquête fouillée pourra fournir les indices de l'évolution future de son commerce.

Le manioc est une des bases du régime alimentaire des Bamanga. On comprend difficilement qu'il soit exclu de certaines rotations prévues dans le cadre du paysannat. Son commerce est peu actif et ne semble pas devoir évoluer beaucoup.

On sait que l'indigène ne mangera en quantité notable que ce qu'il produit. C'est ce qui pourrait faire conclure à l'utilité de faire cultiver le riz et les arachides par tous les Bamanga. On prévoit que le rendement du riz, une tonne à l'hectare, pourra encore être amélioré par des pratiques culturales plus rationnelles. Quant à celui des arachides, on pourra l'élever notablement, semble-t-il. Les données ci-dessous [GEORTAY, *op. cit.*; HELLEBUYCK, *op. cit.*] montrent que les revenus que l'on pourra tirer de ces deux cultures ne sont pas très élevés. Si l'on veut enrichir et varier l'alimentation du producteur, il faudra introduire un système qui permette au cultivateur de répartir la consommation de sa récolte (ou d'une partie) sur toute l'année (par stockage ou par achat, puis revente à bas prix). Livré à lui-même, le paysan est en effet incapable – on l'a vu – d'apporter une solution à ce problème.

Cultures	Travail (homme-jour/ ha/an)	Rendement (t/ha)	Prix (F/kg)	Revenu à l'ha (F)	Revenu par homme-jour (F)
Bananier . . .	45	10,0	0,75	7.500	166,0
Manioc préparé	275	6,0	0,85	5.100	19,0
» non préparé	125	10,0	0,50	5.000	40,0
Riz	157	1,0 à 1,5	1,75	1.750 à 2.625	11,1 à 16,7
Maïs	150	1,5 à 2,0	1,00	1.500 à 2.000	11,0 à 13,3
Arachide . . .	134	0,6 à 1,0	2,00	1.200 à 2.000	9,0 à 15,0
Cotonnier. . .	140	0,5	5,00	2.500	17,8
Palmier. . . .	64	4,0	0,70	2.800	44,0
Caféier	245	1,6	10,00	16.000	65,0

Le maïs est la moins rentable de toutes les cultures et les éléments nutritifs qu'il apporte ne diffèrent pas sensiblement de ceux que procure le riz. De plus, le maïs n'est actuellement pas très recherché, semble-t-il.

Les techniques culturales sont encore très primitives : entretien insignifiant, outillage plus que rudimentaire, méthodes culturales peu rationnelles. Dans ce domaine, l'action du paysannat peut être très efficace.

Les Bamanga recherchent la viande et le poisson, qu'ils paient très cher. Ils semblent s'efforcer par eux-mêmes à combler leur déficit en protéines. Ici aussi apparaît la nécessité d'une enquête sur l'élevage et la pêche. Il faudrait envisager les possibilités de développer l'élevage

local sur la base du cheptel existant. Quant à la pêche, on a montré tout l'intérêt d'une exploitation plus poussée de la Lindi, si possible. Ces considérations cadrent avec « l'utilisation maxima des ressources locales » qui est « une des conditions de l'amélioration de l'alimentation dans une région » [LAMBRECHTS *et al.*, 1956].

Touchant la question des revenus qu'il faut procurer aux indigènes, nous avons montré que la culture du palmier l'emportait de loin sur celle du cotonnier. Le tableau de la page 55 indique que le cotonnier, à cause de son faible rendement, n'apporte au cultivateur que des revenus à peine plus élevés que ceux du riz ou des arachides. Le palmier rapporte plus du double pour les mêmes prestations. De plus, ses apports sont mensuels et non pas annuels, point capital eu égard à la manière dont l'indigène gère ses revenus. Son avenir apparaît comme bon : les débouchés existent, deux huileries sont déjà installées dans la région. Le palmier fournit l'huile de palme au cultivateur, pour sa consommation. Il permet à une population nombreuse de vivre sur un espace restreint. Il y aurait donc avantage à remplacer le cotonnier par le palmier. La distance à l'huilerie n'est pas toujours un obstacle à l'installation de palmeraies : on peut la diminuer en créant des routes. C'est ainsi que l'huilerie de Kaparata verrait son champ d'action élargi jusqu'à la rive gauche de la Lindi par la création d'une route qui la relierait directement au pont sur la Lindi et supprimerait le cul-de-sac de Kaparata. Notons encore la nécessité de créer une route reliant la route de Yangambi au Km 47 de la grand'route : l'exploitation des palmeraies de quatre villages l'exige. L'association pêche-palmeraies paraît excellente pour les trois villages de pêcheurs. Une forte extension des palmeraies dépassera la capacité actuelle des huileries (compte tenu de la production indigène actuelle et des projets de plantations européennes, 1.900 ha de palmeraies combleraient l'écart) : les prévisions actuelles du paysannat dépassent déjà cette capacité. L'installation de nouvelles huileries est donc à prévoir.

L'introduction du caféier est envisagée. Son revenu est encore supérieur à celui du palmier, à condition toutefois de bien entretenir la plantation. Le revenu tiré du caféier est irrégulièrement perçu, ce qui diminue la valeur que l'on attache au chiffre de 65 F par homme-jour. Au point de vue alimentaire, son apport est nul. L'introduction de cette culture pourrait être essayée à petite échelle et localement. Tout bien pesé, il semble bien que la généralisation du palmier apportera de meilleurs résultats.

Avant l'arrivée des Européens, il semble que l'habitat était étroitement associé aux champs. Ces derniers n'étaient jamais très éloignés du village qui se déplaçait d'ailleurs facilement. Les Arabes et les Européens ont ensuite fixé les villages à la piste de portage puis à la route, sans tenir compte des terres de culture. On conçoit aisément que

CONCLUSIONS

certains villages se soient vu brusquement éloignés de leurs terres : la dissociation était créée. Très prolifique, la population s'est accrue sans cesse, les besoins fonciers se sont amplifiés, il a fallu cultiver plus loin. Le réseau routier ne s'est guère développé, il est souvent inadéquat. Il n'a pas suivi l'accroissement de la population et son adaptation actuelle est insuffisante.

Les conséquences se font sentir dans les secteurs les plus peuplés : dissociation de l'habitat et des champs avec tout le cortège d'aléas qu'entraîne l'augmentation des distances. Le portage est accru, la forme des terres s'étire, les moindres déplacements aux champs sont longs, la surveillance est difficile, le cultivateur tend à défricher une jachère trop jeune mais plus proche. Puisque l'habitat est obligatoirement lié au réseau routier, c'est à l'insuffisance et à l'inadaptation de ce dernier qu'incombe la plus grande responsabilité du déséquilibre actuel. Un planning d'aménagement se doit de remédier efficacement à cette situation et de rétablir l'association là où elle est détruite. Le remaniement doit porter à la fois sur la forme des propriétés villageoises, le type d'habitat et l'adaptation du réseau routier.

Le droit coutumier rend difficile toute action sur la forme des terres. Toutefois, des cessions de terres en droit de culture ont été effectuées dans la région et on peut regretter que l'on ne soit pas parvenu, par ce moyen, à réduire considérablement le nombre de langues de terres.

Le type d'habitat choisi par les Bamanga est bien adapté au genre de vie et à la vie sociale. Ces deux impératifs n'ayant pas changé, le meilleur type d'habitat sera celui qui s'inspirera du type coutumier, même si, parfois, le lieu habité se réduit à un groupe de quelques maisons isolé dans une palmeraie.

Le réseau routier mérite toute l'attention des autorités. L'examen qui en a été fait permet d'énoncer ici quelques principes directeurs pour le tracé de nouvelles routes.

La route devrait traverser les terres des villages et non les longer. Le portage en serait réduit d'environ 40 % et l'accès aux champs facilité tant pour l'indigène que pour l'Européen dont le rôle sera si important au début de l'organisation du paysanat. De grands axes parallèles sont de loin préférables à une série de bretelles en cul-de-sac. Si l'on estime à 3 km la distance maximum de portage, ces axes traversant les terres seraient distants de 6 km entre eux. Chaque village a besoin d'un certain nombre de kilomètres de routes pour installer ses palmeraies : une centaine de champs ayant chacun 100 m de front demandent 5 km de route pour être exploités avec le plus d'efficacité. Autant que possible, on développera le réseau routier sur de bons sols. Afin de ménager l'avenir, on choisira le tracé des routes de telle manière que l'on puisse les prolonger vers de nouvelles terres, les meilleures si possible.

Il faut admettre que les projets d'aménagement du paysannat ne se sont pas toujours inspirés de ces principes. C'est ainsi que dans le planning tel qu'il était prévu au 1^{er} mars 1957, la distance maximum de portage est de 7 km ou plus pour 35 % des cultivateurs, et pour seulement 23 % d'entre eux, elle était inférieure à 4 km. De plus, dix-huit villages seulement sur soixante sont traversés (au moins un quart des terres dans la plus petite part) par une route. Toutes les routes projetées sont des bretelles en cul-de-sac. Ce programme ne rétablit pas partout l'association champs-village. Un réseau beaucoup plus largement conçu paraît nécessaire : dans une région où la population augmente à un rythme rapide et où des améliorations de l'agriculture sont prévues, il ne sera jamais trop hardi.

D'ailleurs, en résolvant largement le problème routier, on résoud de même la question des terres. Ceci facilitera grandement la création de blocs de colonisation à l'intérieur même de la région, au lieu de devoir les reléguer sur le pourtour. On a montré tous les avantages que ces entreprises entraînent lorsqu'elles sont bien réparties. Dans une région où la population augmente, créer des entreprises européennes qui offrent aux hommes du travail sur place, est une solution de loin préférable à celle qui consisterait à ouvrir la chefferie au recrutement. Le choix des emplacements de ces blocs de colonisation est de première importance. Il semble que les zones les plus densément peuplées, les villages sans possibilité d'extension de terres, soient les plus propices à l'installation de colons : c'est là qu'ils pourront faire partie intégrante de la vie économique de la région plutôt que d'en rester en marge. Seulement, un choix ne sera possible que lorsque le problème des terres et des routes sera traité sur des bases suffisamment larges.

L'Administration a réservé 25 ha de terres par « unité ». Une « unité » comprend un cultivateur ou deux travailleurs résidant au village ou deux vieillards. Ces 25 ha se répartissent ainsi : 5 ha réservés pour l'augmentation de la population, 10 ha inutilisables du fait du terrain et de la technique de lotissement, 10 ha cultivables.

La rotation prévue étant de 15 ans, réserver 10 ha par « unité », c'est prévoir un champ annuel de deux tiers d'ha, surface cultivée actuellement par les Bamanga. Touchant les 10 ha considérés comme perdus, les premiers lotissements effectués à Bengamisa ont montré que ce chiffre était assez voisin de la réalité. Les pertes dues au substrat sont : les marais et terres épuisées représentant 25.280 ha, et une bande d'une largeur de 50 m le long des affluents directs de la Lindi et le long des principaux affluents indirects ¹, soit 1.045 ha de pentes trop fortes et de fonds de vallées marécageux.

1. D'après A. VAN WAMBEKE, pédologue à l'I.N.É.A.C.

CONCLUSIONS

En tout, 26.300 ha environ sont inutilisables sur les 95.700 ha prospectés, soit 28 % ; il reste donc près de 70.000 ha utilisables pour le lotissement. Par suite de la densité du réseau hydrographique, la culture en couloirs a été remplacée par le système suivant : des blocs rectangulaires de dimensions variables mais voisines de 300×500 m sont séparés par des bandes de forêt de 50 m destinées à faciliter la recolonisation forestière. L'expérience de Bengamisa a montré que ce système, encore assez rigide, ferait perdre, en recoins inutilisés, plus de 13.500 ha, soit 19 % de la superficie lotissables. Les bandes forestières représentent 8.000 ha, soit 11 % de cette superficie. La technique employée laisse donc à la forêt 21.500 ha, soit 30 % des terres cultivables. Si les bandes forestières se justifient, il semble qu'un assouplissement de la technique des blocs permettrait de récupérer une grande partie des coins perdus.

Rappelons, à cet égard, que chez les Bamanga, la dispersion des champs en petits groupes est bien adaptée à la densité du réseau hydrographique ainsi qu'à la mosaïque de sols de qualités différentes. On pourrait utilement s'inspirer de cette technique en réduisant les dimensions des blocs et en assouplissant leur forme. On a assez répété que « la géométrie ne s'accorde pas nécessairement avec les nécessités agricoles et il est évident que le terrain n'est pas utilisé au maximum » [HENRY, 1952]. « Les blocs ne doivent pas avoir nécessairement la forme d'un quadrilatère » [MALENGRAU, 1952]. Au total, les pertes dues à la technique et au substrat représentent près de 48.000 ha, soit 50 % de la prospection.

Enfin, 5 ha sont réservés à l'augmentation de la population, soit 25 %. Cette augmentation surviendra sans doute d'ici 20 ou 30 ans. Ce qui signifie que d'ici là, ou bien le problème des terres sera posé à nouveau, ou bien il faut prévoir une intensification de l'agriculture avec développement des cultures permanentes.

Réserver 25 ha par « unité », dans les conditions régionales, n'est donc pas excessif. Le gain dû à une technique de lotissement plus souple n'excédera pas 2 ha par « unité ».

Comme la chefferie compte 4.290 « unités », ses besoins fonciers se chiffrent à 107.250 hectares. Le paysannat a réservé 110.000 ha dont 104.000 dans la région à prospecter ; la carte des sols couvre donc 94 % des besoins. Mais, si l'aire prospectée est presque suffisante, elle n'a pas toujours été choisie au bon endroit. En effet, en superposant la carte des terres en droit de culture et la carte pédologique, on constate que 34 % des terres réservées pour le paysannat ne sont pas prospectées (35.000 ha) et que 26 % des terres prospectées ne sont pas employées par le paysannat (25.000 ha). Un déplacement de population ne pourrait combler cet écart car les Bamanga n'acceptent pas d'être déplacés n'importe où ; un meilleur choix des zones à cartographier

aurait été souhaitable. Plutôt que de prospecter à 4 ou 6 km des routes, il paraît plus sûr de se baser sur la répartition de la population pour fixer l'aire à cartographier. A défaut d'une véritable carte de densité de population, la carte de densité de population par kilomètre d'axe d'habitat (route ou rivière) révélera les irrégularités de la répartition de la population. Éventuellement, on pourra repérer les zones où la densité trop élevée nécessite un déplacement de villages. La connaissance des migrations (trajet et ordre d'arrivée), complétée par une enquête, indiquera quels sont les villages à déplacer et où ils accepteront de s'installer. On pourrait alors dresser les plans d'une prospection plus efficace.

La région de Bengamisa bénéficie de circonstances très favorables : population en augmentation, terres en suffisance, proximité de Stanleyville. Sur cette base, un programme d'aménagement bien conçu ne peut manquer d'être fructueux. Toutefois, il doit envisager la totalité des problèmes soulevés par l'étude pédologique et géographique : utilisation optimale des meilleurs sols, adaptation du réseau routier aux sols et à la structure agraire, amélioration de l'alimentation de l'indigène, augmentation de ses revenus, répartition judicieuse des entreprises européennes, choix judicieux des cultures, adaptation de l'habitat, organisation de la vie économique.

BIBLIOGRAPHIE

- s. d. BERCE, J.M., Carte de reconnaissance des sols de l'Entre-Congo-Aruwini et des régions annexes (inédit).
1954. BULTOT, F., Carte des zones climatiques du Congo belge et du Ruanda-Urundi, in Atlas Général du Congo, fasc. 33, Acad. Roy. Sci. Col.
1956. DE CLEENE, N., Inleiding tot de volkenkunde van Belgisch Kongo, Anvers, 159 pp.
1956. GEORTAY, G., Vers une amélioration économique de la culture vivrière en région équatoriale forestière, *Bull. Inf. INEAC*, V, 4, p. 377-84.
- s. d. HELLEBUYCK, W., Planning du paysannat Bamanga, Document de l'Administration, District de Stanleyville (inédit).
1952. HENRY, J., Les bases théoriques des essais de Paysannat indigène entrepris par l'I.N.É.A.C. au Congo belge, in Contribution à l'étude du problème de l'économie rurale indigène, *Bull. agric. Congo belge*, XLIII, n° spéc., p. 159-92.
1956. LAMBRECHTS, A., HOLEMANS, K. et ROTS, O., Étude sur l'alimentation indigène dans le territoire de Feshi (Kwango, Congo belge), Acad. Roy. Sci. Col., Cl. Sci. Nat. Méd., Mém. in-8°, n¹¹e sér., IV, 5, 36 pp.
1952. MALENGRAU, G., Les lotissements agricoles au Congo belge, in Contribution à l'étude du problème de l'économie rurale indigène, *Bull. agric. Congo belge*, XLIII, n° spéc., p. 193-218.
1936. MOELLER, A., Les grandes lignes des migrations des Bantous de la Province Orientale du Congo belge, Inst. Roy. Col. belge, Sect. Mor. Pol., Mém. in-8°, VI, 578 pp.
1954. VAN BULCK, G., Orthographe des noms ethniques au Congo belge, suivie de la nomenclature des principales tribus et langues du Congo belge, Inst. Roy. Col. belge, Sect. Mor. Pol., Mém. in-8°, XXVIII, 2, 146 pp.
1944. VAN DER KERKEN, L'ethnie Mongo, I, livre 1, Inst. Roy. Col. belge, Cl. Sci. Mor. Pol., Mém. in-8°, XIII, 143 pp.
1958. VAN WAMBEKE, A., Notice explicative de la carte des sols. Livraison 12 : Région de Bengamisa, Carte des sols et de la végétation du Congo belge et du Ruanda-Urundi, Publ. I.N.É.A.C. (sous presse).

ANNEXE 1

Les grands groupes de clans :

- Les descendants de Alongosa : Bambae (Sud), Yanguma, Bawombi (Sud), Bayashwa et Basule.
- Les Basambola : Bangbungbwe, Yakiadu, Yangene, Yangonde, Yasangi et Bawi.
- Les descendants de Buda : Bambae (Nord), Boliambe, Basolombi, Bambawe et Bakombile.
- Les descendants de N... : Badui, Bayoge, Bagbubuse, Bagbume.
- Bangbangbe et Bobiti.

Les autres clans semblent n'avoir pas de lien de parenté entre eux.

Les villages portant le même nom sont issus d'un même clan, sauf les deux Bawombi et les deux Bambae, qui ne sont que des homonymes.

ANNEXE 2

Villages à palmiers : Badjoge, Boliambe, Bandjwade I, Bambache, Banzai II, Bangbangbe I, Bakweme, Bamboloi I.

Villages mixtes : Bakombile, Basolombi, Bamboloi II, Bangole, Yangene, Yakiadu.

Villages à coton : Tous les autres villages, au nombre de cinquante-deux.

ANNEXE 3

Sondages concernant la densité des bananiers dans les champs.

Localisation du sondage	Nombre de bananiers par hectare		Écart moyen entre bananiers			
	Riz 1955	Riz 1956	Cotonnier 1955	Cotonnier 1956	Plantes vivrières 1955	Plantes vivrières 1956
		625			4 m	
		1.089			3 m	
		1.600			2,5 m	
		2.500			2 m	
Haute-Lindi	—	650	—	600	—	—
Route au Nord du Km 67	1.000	1.000	950	1.500	—	—
	600	1.050	850			
		1.025	700			
		1.050				
Badui et	1.100	1.750	1.150	1.600	—	—
Bakuti	700	650	750	950	—	—
Route entre le Km 67	1.100	1.050	900	—	—	—
	800	1.200				
et Bengamisa (Km 52)		1.050				
Route de Yangambi	1.150	1.000	1.050	950	—	—
	1.200	1.500				
Banzai I (rive gauche de la Moyenne-Lindi)	1.000	900	800	850	—	—
Route au Sud de Bengamisa	1.440	1.040	1.625	900	1.200	1.600
	2.000	1.550	1.000	1.050	1.450	1.600
	1.400	1.100	1.050	1.500	1.600	
	1.450	1.600		1.050	1.250	
Route de Kaparata	1.500	1.700	1.500	1.500	1.500	1.700
	900	1.650	1.450	1.200	1.400	1.450
	1.000	1.300	950	1.150	1.250	1.400
	750	1.250	950	950	1.100	1.250
		1.150	900			
Ancienne route de Stanleyville	—	800	—	1.000	—	—
Basse-Lindi	—	1.600	—	—	—	1.800
						1.300

ANNEXE 4

Valeur de l'échantillon choisi pour le sondage de population. L'échantillon sera d'autant plus représentatif de la région que les valeurs relatives des chiffres de population, exprimées par le recensement des 22 villages et par le recensement général (66 villages) seront voisines.

	Recensement pour les 22 villages (échantillon)	Recensement général ramené au même total
Garçons	1.955	1.945
Filles	1.650	1.668
Rayés du rôle de l'impôt. .	486	508
Hommes	2.306	2.283
Femmes	2.192	2.207
Polygames	140	134
Femmes supplémentaires .	151	155
Total	8.103	8.103

Les coefficients qui permettent de passer de la première à la deuxième ligne seront d'autant plus proches de l'unité que l'échantillon représente mieux la région. Ils s'établissent ainsi : 0,995 - 1,011 - 1,045 - 0,990 - 1,007 - 0,957 - 1,026 et 1,000.

En multipliant les résultats bruts du sondage par ces coefficients, on obtient des données représentatives de la région entière. Ce sont ces chiffres qui ont été retenus dans le présent travail.

ANNEXE 5

Nombre d'habitants rapporté au nombre de km d'axe d'habitat utile (route ou la Lindi); ce rapport est représenté par la lettre *D*.

Zone	Nombre d'habitants	Km d'axe d'habitat	<i>D</i>
Basse-Lindi	1.842	17	108
Route de Kaparata	3.150	15	210
Ancienne route de Stanleyville et Bayashwa	1.339	10	134
Route : Km 37 au Km 45 . . .	804	8	100
Route : Km 45 au Km 55 . . .	3.003	13	231
Route : Km 55 au Km 67 . . .	2.947	12	246
Route : Km 67 au Km 88 . . .	1.507	21	72
Rive gauche de la Moyenne-Lindi	250	14	18
Rive gauche, de Badui II à Baume II	1.079	17	63
Haute-Lindi	1.419	26	55
	<hr/>	<hr/>	
Région de Bengamisa	17.340	153	113

ANNEXE 6

Estimations concernant la vente des bananes, en tonnes par semaine.

Lieu de vente	Pour la région	Pour Stanleyville
Bobiti	—	9,0
Kaparata	2,5	15,0
Basse-Lindi	—	5,0
Route Kaparata	—	10,0
Route: Km 37 au Km 50 . . .	1,0	16,0
Ancienne route Stanleyville . . .	2,5	2,0
Bengamisa	2,0	4,0
E.A.A.	1,0	—
Angwade	5,0	—
Mission catholique	1,0	—
Route: Km 50 au Km 88 . . .	—	3,0
Total	15,0	64,0

ANNEXE 7

Revenus des Bamanga, exprimés en francs.

Les villages ont été groupés d'après leurs sources de revenus. Ces chiffres sont des estimations, sauf ceux qui concernent la vente de paddy, d'arachides, de coton et de fruits de palme, qui sont basés sur les statistiques commerciales de 1956.

Groupes de villages	Nombre de H.A.V.(¹)	Estimation de la consommation				Produits de la vente						Total arrondi		
		Banane	Manioc	Riz et arachides	Total	Banane	Manioc	Riz	Ara-chides	Coton	Palmier		Total	
1	358	2.600	1.000	150	3.750	—	—	548	48	674	—	—	1.270	5.000
2	345	2.600	1.000	150	3.750	500	800	750	193	753	—	—	2.996	6.750
3	676	2.600	1.000	70	3.670	500	—	844	—	—	3.200	—	4.544	8.200
4	96	2.600	1.000	150	3.750	300	—	921	15	443	850	—	2.529	6.300
5	291	2.600	1.000	150	3.750	2.000	—	585	76	630	1.100	—	4.391	8.150
6	987	2.600	1.000	150	3.750	2.000	—	335	70	588	—	—	2.993	6.750
7	198	2.600	1.000	150	3.750	1.000	—	256	216	513	—	—	1.985	5.750
8	122	2.600	1.000	150	3.750	—	—	685	—	660	—	—	1.345	5.100
9	138	1.300	1.000	150	2.450	3.000(²)	—	214	22	212	—	—	3.448	5.900

1. H.A.V. = hommes adultes et valides.

2. Produits de la pêche.

- GROUPE 1. *Haute-Lindi* : Bagwania, Banyoe, Bangoli, Bandangbe, Bambaë, Bahale, Baleke, Baume II et III, Banzai I.
Coton, pas de route, pas de vente de bananes.
- GROUPE 2. Baume I, Bagbamboli, Bambue, Badambila, Badui I et II, Bakuti, Bambawe.
Coton et vente de bananes, Nord de la région.
- GROUPE 3. Badjoge, Boliambe, Bandjwade I, Bambache, Bangbangbe I, Banzai II, Bakwene, Bamboloi I. Palmiers, Nord de Bengamisa.
- GROUPE 4. Basolombi, Bakombile.
Palmiers et coton, faible vente de bananes, Bengamisa.
- GROUPE 5. Bamboloi II, Bangole, Yangene, Yakiadu.
Palmiers et coton, forte vente de bananes, Sud de Bengamisa.
- GROUPE 6. Basule, Badile, Bambane, Bawombi, Bagbume, Bobiti, Bangwade, Bangbungbwe, Yanguma, Bambaë, Bangbangbe, Bagwania, Yasangi, Yangonde.
Coton, forte vente de bananes, Sud de la région.
- GROUPE 7. Bayashwa, Bayoge, Bandele, Bandjwade II, Bagbubuse, Bawi, Basulotja.
Coton, vente de bananes, ancienne route de Stanleyville.
- GROUPE 8. Bakobe, Bandili, Bakangaule, Bawamba, Yalibonga.
Coton, pas de vente de bananes, route de Yangambi.
- GROUPE 9. Baila I et II, Bagbukome.
Pêcheurs.

MM. SIMONART, P., Professeur à l'Université Catholique de Louvain;
SOYER, L., Secrétaire général de l'Institut pour la Recherche Scientifique
en Afrique Centrale;
STANER, P., Inspecteur royal des Colonies;
STOFFELS, E., Professeur à l'Institut Agronomique de Gembloux;
TAVERNIER, R., Professeur à l'Université de Gand;
TULIPPE, O., Professeur à l'Université de Liège;
VAN DE PUTTE, M., Membre du Conseil Colonial;
WILLEMS, J., Administrateur-Directeur du Fonds National de la Recherche
Scientifique.

B. COMITÉ DE DIRECTION

Président :

M. JURION, F., Directeur général de l'I.N.É.A.C.

Représentant du Ministre des Colonies :

M. STANER, P., Inspecteur royal des Colonies.

Secrétaire :

M. LEBRUN, J., Secrétaire général de l'I.N.É.A.C.

Membres :

MM. GILLIEAUX, P., Membre du Comité Cotonnier Congolais;
HENRARD, J., Directeur de l'Agriculture, Forêts, Élevage et Colonisation,
au Ministère des Colonies;
HOMÈS, M., Professeur à l'Université Libre de Bruxelles;
OPSOMER, J., Professeur à l'Institut Agronomique de Louvain;
STOFFELS, E., Professeur à l'Institut Agronomique de Gembloux;
VAN STRAELEN, V., Président de l'Institut des Parcs Nationaux du Congo
Belge.

C. DIRECTEUR GÉNÉRAL

M. JURION, F.



Des presses des Ets VROMANT, s. A.
3, rue de la Chapelle, Bruxelles.